



Rapport annuel 2025

rapport
de redevabilité
et d'activité

100%
de la Gironde
connectée à la fibre

Version du 17 mars 2026 sans le Compte Administratif
et l'Annexe budgétaire environnementale

 **Gironde**
LE DÉPARTEMENT

Rapport annuel 2025

de redevabilité
et d'activité

Édito



Pourquoi ce rapport annuel de redevabilité et d'activité ?

Jean-Luc Gleyze : Ce rapport est la traduction de la transparence, de la sincérité et de l'engagement qui caractérisent notre collectivité. Il donne à voir notre volonté de continuer à faire notre part dans la solidarité nationale, la protection sociale et l'équilibre territorial pour prendre soin des Girondines et Girondins, mais aussi prendre soin de nos agentes et agents au mieux.

Stéphane Corbin : Ce rapport unique est également la manifestation, au-delà de la seule valorisation de nos actions, du mode résolument collaboratif d'élaboration de nos politiques publiques. Malgré un calendrier bouleversé par le contexte budgétaire, l'ensemble des services de la collectivité a su relever le défi de rédiger à mille mains cette indispensable feuille de route de la transition écologique de la Gironde et prouver ainsi la forte implication des agentes et agents du Département.

Peut-on encore avoir des « grands projets » en temps d'incertitude ?

J-L.G. : Il s'agit aujourd'hui de vivre avec de multiples incertitudes, et non pas dans l'illusion qu'on les aurait toutes maîtrisées. Cela implique de repenser ce que l'on entend par « grand projet » dans un contexte de mise en difficulté de notre strate départementale, actrice majeure de la protection sociale avec ses partenaires quotidiens, qui n'est pas correctement financée. Avec nos partenaires, nous sommes, et restons toujours, des remparts contre les fractures sociales, des piliers de la solidarité, des promoteurs de prévention et des acteurs de protection, un maillon essentiel de la cohésion nationale.

Jean-Luc GLEYZE,
Président du Département de la Gironde

S.C. : Je partage ce constat : notre monde connaît d'importantes transitions et l'incertitude est désormais notre nouvelle normalité. La décision précurseur du Département de se doter dès 2019 d'une stratégie résiliente témoigne de notre refus de la fatalité. Pour faire face à un régime d'instabilité aujourd'hui chronique, nous avons fait le choix de profondément renouveler nos outils de mesure et de pilotage pour à la fois répondre aux urgences et préparer le monde d'après.

Quels liens avec le Plan de Retour à l'Équilibre ?

J-L.G. : Le Plan de Retour à l'Équilibre, c'est pouvoir décider de notre avenir. Avec ce Plan nous préservons autant que possible le service public départemental : servir les repas aux collégiennes et collégiens, protéger les enfants, entretenir les routes, accompagner les personnes âgées, en situation de handicap ou sur la voie de l'insertion sociale et professionnelle, entre autres... La force de cette proposition, c'est faire de cette situation dégradée, une opportunité pour rebondir pour notre collectivité.

S.C. : Le Plan de Retour à l'Équilibre est à l'image de ce rapport conjoint d'activités et de développement durable. Il porte également en lui des réponses de plus longue portée aux enjeux de transitions auxquels est confronté le Département. Aux 95 mesures contenues dans le Plan de Retour à l'Équilibre, ont ainsi été intégrés des chantiers de transformation structurelle peut-être plus décisifs encore pour notre avenir, soulignant en cela notre volonté de marier utilement réponses à l'urgence budgétaire et trajectoire stratégique.

Stéphane CORBIN,
Directeur Général des Services

Sommaire

Organisation des services	5
L'Assemblée départementale	6
Temps forts en 2025	8
En 2025, l'Économie Sociale et Solidaire est l'énergie de la Gironde !	10
La Mission Diversité Égalité Laïcité	12
Le Projet d'administration départemental girondin	14
Le Plan de Retour à l'Équilibre	16
Les cadres de référence	18
Comment lire ce rapport	21
Faire Gironde solidaire	22
Être en sécurité	24
Disposer d'un revenu	30
Se soigner	36
Se loger	42
Faire Gironde équitable	48
Manger	50
Boire	56
Avoir accès à la nature	62
Se déplacer	68
Faire Gironde citoyenne	74
Vivre ensemble	76
Participer à la vie démocratique	82
Découvrir et apprendre	88
Faire Gironde responsable et résiliente	94
Finances et achats responsables	96
Ressources humaines	102
Transition écologique	108
Proximité usagers	114

Organisation des services



L'Assemblée départementale

Le Président



Jean-Luc GLEYZE
Conseiller départemental
du Sud Gironde

15 Vice-présidentes et présidents :

Elles et ils travaillent aux côtés du Président, chacune et chacun ayant en charge un secteur d'intervention spécifique.



Céline GŒURY
Vice-présidente chargée
de la prévention, parentalité
et protection de l'enfance



Louis CAVALEIRO
Vice-président chargé des ressources
humaines et dialogue social



Arnaud ARFEUILLE
Vice-président chargé
des coopérations territoriales
et tourisme



Stéphane LE BOT
Vice-président chargé de l'agriculture,
de l'alimentation, des mers et des forêts



Isabelle DEXPERT
Vice-présidente chargée des politiques
éducatives et des collèges



Sophie PIQUEMAL
Vice-présidente chargée de l'habitat,
de l'insertion et de l'économie sociale
et solidaire



Martine Jardiné
Vice-présidente chargée de la
citoyenneté sociale, vie des territoires,
jeunesse et dynamiques associatives,
sportives et culturelles



Carole GUÈRE
Vice-présidente chargée de la protection
de l'environnement, espaces naturels
sensibles, gestion des risques



Laure CURVALE
Vice-présidente chargée de la transition
écologique et du patrimoine



Jean GALAND
Vice-président chargé des mobilités



Corinne MARTINEZ
Vice-présidente chargée
des finances et achats



Romain DOSTES
Vice-président chargé de la politique
des aînés, du lien inter-générationnel
et service public de l'autonomie



Marie-Claude AGULLANA
Vice-présidente chargée de l'accès
au droit, numérique, services publics
de proximité



Matthieu MANGIN
Vice-président chargé
de la communication et
de l'information aux citoyens



Jean-François EGRON
Vice-président chargé du handicap,
de l'inclusion, de l'habitat et mobilité
adaptés

Les Conseillères départementales et Conseillers départementaux

Chaque binôme femme/homme représente un canton.



BORDEAUX 1

- Wiamé YACHOU
- Romain DOSTES



BORDEAUX 2

- Laurence DESSERTINE
- Michel DUFRANC



BORDEAUX 3

- Géraldine AMOUROUX
- Gérald CARMONA



BORDEAUX 4

- Aline MOUQUET
- Vincent MAURIN



BORDEAUX 5

- Eve DEMANGE
- Matthieu MANGIN



TALENCE

- Christine QUÉLIÉR
- Bruno BÉZIADE



VILLENAVE-D'ORNON

- Martine JARDINÉ
- Jacques RAYNAUD



CENON

- Nathalie LACUEY
- Jean-François EGRON



LORMONT

- Martine COUTURIER
- Philippe QUERTINMONT



LE BOUSCAT

- Fabienne DUMAS
- Dominique VINCENT



MÉRIGNAC 1

- Carole GUERE
- Alain CHARRIER



MÉRIGNAC 2

- Amélie BOSSET-AUDOIT
- Arnaud ARFEUILLE



PESSAC 1

- Laure CURVALE
- Bernard GARRIGOU



PESSAC 2

- Agnès DESTRIAUX
- Sébastien SAINT-PASTEUR



PRESQU'ÎLE

- Valérie DROUHAUT
- Hubert LAPORTE



LES PORTES DU MÉDOC

- Christine BOST
- Philippe DUCAMP



SAINT-MÉDARD-EN-JALLES

- Agnès VERSEPUY
- Jacques MANGON



CRÉON

- Céline GOEURY
- Christophe VIANDON



ENTRE-DEUX-MERS

- Marie-Claude AGULLANA
- Nicolas TARBES



LES COTEAUX DE DORDOGNE

- Liliane POIVERT
- Jacques BREILLAT



LIBOURNAIS FRONSADAIS

- Agnès SÉJOURNET
- Jean GALAND



NORD-GIRONDE

- Célia MONSEIGNE
- Florian DUMAS



ESTUAIRE

- Valérie GUINAUDIE
- Louis CAVALEIRO



NORD-MÉDOC

- Michelle SAINTOUT
- Stéphane LE BOT



SUD-MÉDOC

- Pascale GOT
- Dominique FÉDIEU



ANDERNOS-LES-BAINS

- Marie LARRUE
- Philippe DE GONVILLE



GUJAN-MESTRAS

- Karine DESMOULIN
- Cédric PAIN



LA TESTE-DE-BUCH

- May ANTOUN
- Patrick DAVET



LA BRÈDE

- Corinne MARTINEZ
- Bernard FATH



LANDES DES GRAVES

- Sophie PIQUEMAL
- Hervé GILLÉ



SUD-GIRONDE

- Isabelle DEXPERT
- Jean-Luc GLEYZE



RÉOLAIS ET BASTIDES

- Christelle GUIONIE
- Daniel BARBE



NORD-LIBOURNAIS

- Michelle LACOSTE
- Sébastien LABORDE

Majorité départementale :

- Groupe socialiste et apparentés
- Europe Écologie Les Verts - groupe Écologie et Solidarités
- Parti Communiste Français

Opposition :

- Gironde Avenir, Union de la Droite et du Centre

Temps forts en 2025

janvier

1^{ère} édition des ateliers girondins avec les partenaires associatifs et les communes

Journée citoyenne et solidaire en Haute-Gironde sur les conférences familiales

Lancement de la Mutuelle girondine à Bègles

février

Les 20 ans de la MDPH : Colloque Gironde inclusive « Être libre de bouger, un droit pour toutes et tous »

Conférence départementale de la Prévention spécialisée

Plan collège : les 4 nouveaux collèges labellisés : collèges Jacques Ellul et Belcier à Bordeaux, du Pian-Médoc ⁽¹⁾ et de Saint-Selve



⁽¹⁾ Projet européen BASAJAUN cofinancé par le programme Horizon 2020

mars

Création d'une réserve biologique à Hostens

Inauguration du 1^{er} tronçon de voie verte reliant à terme St-Macaire à Castets-et-Castillon

Inauguration de « Libre Cour » au Collège Blanqui à Bordeaux

juillet - août

Maison de Grave et Domaine de Nodris fêtent l'été

Journée protection de l'enfance

Journée girondine de l'habitat « Innover dans l'habitat avec l'économie sociale et solidaire »

CAP33 dans 30 communes

Balades contées entre vestiges et récits à la Villa gallo romaine de Plassac

Le Bus en + accompagne les travailleurs saisonniers du Médoc ⁽⁴⁾



⁽⁴⁾ Cofinancement Européen

septembre

Inauguration du nouveau collège de Montussan ⁽⁵⁾

1^{er} Amador trail entre Floirac et Blasimon

Rencontres ESS et Solidarités sur les territoires

Signature du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées 2025-2031



⁽⁵⁾ Cofinancement Européen en cours pour l'installation de la géothermie

octobre

Inauguration de la restructuration du collège Lucie Aubrac de Lussac

Pose de la 1^{ère} pierre de l'habitat partagé pour les personnes âgées à Noaillan

Conférence, webinar sur les aidants et leurs droits

Opération coup de poing : démolition et reconstruction du pont du Carré à Libourne RD670 en un week-end

L'ESS rurale se mobilise pour le Forum mondial GSEF 2025

avril

Quinzaine du numérique
« Papiers machines » dans
70 bibliothèques

Inauguration des
Collèges Porte du Médoc
à Parempuyre (2)
et E.Dupaty à Blanquefort

Lancement de
la nouvelle campagne
de communication sur
la Protection Maternelle
et Infantile (PMI)



(2) Cofinancement
Européen en cours
pour l'installation
de la géothermie

mai

Remise Prix Concours
Citoyenneté Européenne (3)

Inauguration
de la restructuration
du Collège d'Arveyres

Haut Méga : le Tour de
la Fibre fête une Gironde
100 % raccordée

Inauguration
des aménagements
pour développer le territoire
et les services publics
à Castillon-la-Bataille



juin

Semaine de lutte contre
l'isolement des aînés

Conférence Girondine
de l'Autonomie

Exposition sur les
« 90 ans des bacs »

Conférence « Quelles forêts
pour demain ? »

novembre

Mois de l'enfant : remise
des diplômes aux jeunes
de l'Aide Sociale à l'Enfance,
Forum des Assistantes
maternelles, rencontres,
ateliers...

Réouverture pont du Bois
reconstruit à Izon

décembre

Colloque Territoire Zéro Non
Recours : « Aller vers dans les pratiques
d'intervention sociale »

Pont de Hourdos reconstruit
à Bourideys et Préchac

Exposition « Effacées : l'enfermement
au féminin au château de Cadillac
(1822-1951) »

Vote du Plan de Retour à l'Équilibre
2026-2028



En 2025, l'Économie Sociale et Solidaire est l'énergie de la Gironde !

La grande cause départementale 2025 a mis en évidence l'engagement du Département en faveur de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). Ensemble, le Département et les acteurs de l'ESS construisent une Gironde et une nation plus solidaires.

CHIFFRES CLÉS

+ de 1/10
salarié travaille
dans l'ESS en Gironde

+ de 2000
structures de l'ESS
actives dans le
champ des solidarités
humaines (grand âge,
handicap, enfance,
insertion...)

500 M€
sont consacrés
chaque année par le
Département à l'ESS



↑ EPICERIE SOLIDAIRE EPISOL,
À PESSAC

Mieux comprendre l'Économie Sociale et Solidaire

L'ESS regroupe un ensemble de structures (associations, coopératives, fondations, mutuelles...) qui reposent sur des valeurs et des principes communs :

- utilité sociale,
- coopération,
- gouvernance démocratique,
- emplois de proximité et non délocalisables,
- ancrage local,
- activités adaptées aux besoins des habitants à l'échelle de chaque territoire.

Ces structures ne visent pas le profit mais la création et le partage des richesses pour une économie de la solidarité respectueuse de l'humain et de l'environnement.

La Gironde, épicentre de l'ESS en 2025

Le Département a co-organisé la 7^{ème} édition du Forum mondial de l'ESS, le **Bordeaux GSEF 2025**, qui s'est déroulé pour la 1^{ère} fois en France. Cet événement, qui vise à « faire de l'ESS la norme qui régulera l'économie de demain », a rencontré un formidable succès. Proposition inédite, le Département et la Région ont mis en place des « parcours territoriaux » pour faire rayonner le GSEF localement et valoriser la richesse de l'ESS rurale.

Choisir **l'ESS comme grande cause départementale 2025** fait donc écho à cet événement majeur, mais s'inscrit bien au-delà, avec pour ambition d'engager des actions transformatrices à l'échelle du Département à travers des collaborations renforcées avec les acteurs de l'ESS.



↑ « LE PALAIS DES LOUVES »
ACCUEILLE DES VICTIMES DE
VIOLENCES INTRAFAMILIALES,
À SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE

+ de 10 000

**PARTICIPANTS ISSUS DE
109 PAYS AU BORDEAUX
GSEF 2025**



↑ **MUTAMI, LA MUTUELLE
GIRONDINE**



↑ **« FRINGUETTE », ASSOCIATION
MAGASINS DE VÊTEMENTS
D'OCCASION, AVEC STATUT
DE CHANTIER D'INSERTION**



↑ **« L'ACCORDEUR » ATELIERS
DE MUSIQUE ACCUEILLANT
DES GENS DU VOYAGE,
À SAINT-DENIS-DE-PILE**

La Chambre Régionale de l'ESS Nouvelle-Aquitaine, partenaire historique du Département, les 3 pôles ESS ruraux (Libournais, Médoc, Sud-Gironde) soutenus depuis 2024 par le Département, ainsi que les principales « têtes de réseau » de l'ESS, sont étroitement impliqués dans la mise en œuvre de cette grande cause.

Faire connaître et sensibiliser

Bien que parfois méconnue, l'ESS est présente de façon très concrète dans le quotidien des Girondines et Girondins à tous les âges de la vie, en ville comme à la campagne. Afin de sensibiliser la population à l'importance de cette économie solidaire et locale, le Département s'est appuyé sur **l'ensemble de ses outils de communication**. Dans le Gironde mag du printemps 2025, on retrouve par exemple l'horloge de l'ESS (« une journée avec l'ESS ») ainsi qu'une carte d'initiatives girondines de l'ESS.

Dans cette optique, **les journées « ESS & Solidarités »** ont été organisées partout en Gironde au sein des Maisons du Département des Solidarités fortement impliquées. Ces 10 rencontres ont renforcé les liens entre le grand public, les agents du Département et les acteurs de l'ESS autour d'enjeux divers : solidarité alimentaire, santé mentale, insertion, culture, développement social, engagement citoyen...

L'ESS innove partout, notamment dans le domaine de l'habitat, fortement impacté par l'évolution de nos modes de vie et surtout des besoins croissants. Les **Journées Girondines de l'habitat** en ont été le reflet.

Soutien aux partenaires de l'ESS

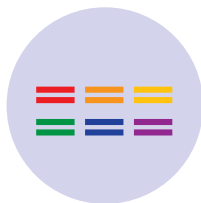
Un travail d'identification de l'ensemble des soutiens financiers alloués par le Département aux acteurs de l'ESS a été réalisé en 2025, et montre que ces derniers représentent un montant supérieur à 500 millions d'€ correspondant à **+ de 11 500 emplois directs en Gironde**. L'essentiel de ces soutiens est lié à la mise en œuvre de services solidaires à la population **en matière de protection de l'enfance et d'autonomie**.

Perspectives 2026

Malgré la mise en œuvre du plan de retour à l'équilibre (PRE), le Département cherchera à maintenir son engagement en faveur de l'ESS. La sensibilisation des agents à l'ESS sera renforcée, la commande publique responsable sera développée, les modèles économiques non-lucratifs et les organisations démocratiques seront encouragés dans le champ des solidarités humaines.

Le Département continuera de porter un plaidoyer en faveur de l'ESS du local à l'international, notamment dans la perspective de l'adoption de la 1ère stratégie nationale de l'ESS.





La Mission Diversité Égalité Laïcité

En 2025, la mission a évolué pour devenir la Mission « Diversité Égalité Laïcité ». Elle porte et défend une philosophie inclusive, qui considère chaque individu, avec ses singularités et ses différences, comme une valeur ajoutée. Elle impulse des actions transverses à l'ensemble des directions dans la mise en œuvre de leurs politiques publiques.

CHIFFRES CLÉS

26

temps de
sensibilisation

320

agentes et agents
sensibilisés à la
lutte contre les
discriminations,
contre le sexisme
et à la laïcité

400

personnes réunies
aux événements



Chaque 9 décembre,
nous célébrons
la Journée nationale
de la laïcité.

Renforcer la cohésion sociale en Gironde

Le Département réaffirme son engagement en faveur des **valeurs républicaines** et du **vivre-ensemble**. La laïcité devient un axe majeur de notre politique interne.

Cette transformation vise à garantir un cadre de travail fondé sur la **neutralité**, le **respect mutuel** et l'**égalité de traitement**.

Nous poursuivons des actions de formation et de sensibilisation auprès des agentes et des agents pour appliquer la laïcité au quotidien. Ce principe guide désormais nos ressources humaines, notre management et la gestion des services publics ; il est formalisé dans la **Charte départementale de la Laïcité**.

La désignation en 2024 d'un **réfèrent laïcité** a permis d'apporter conseils et expertise aux directions et de diffuser une culture commune de la laïcité.

La Gironde réaffirme son engagement pour l'égalité entre les femmes et les hommes

À l'occasion de la **4^e Nuit des Relais à Bordeaux**, le 4 juin 2025, plus de **700 personnes** ont participé à cette course solidaire pour soutenir les droits des femmes. Une mobilisation record qui a permis de récolter 73 000 €, reversés à des associations de Nouvelle-Aquitaine œuvrant pour l'accompagnement, la prévention et la défense des droits fondamentaux.

Le Département a participé, pour la 4^{ème} fois, à l'événement avec **cinq équipes aux couleurs de la Collectivité**, réunissant près de 60 sportifs, agentes/agents et élus/élus. Cette présence, appuyée par une subvention de 6 000 € pour la Fondation des Femmes, confirme son implication dans cette cause essentielle.

Parler du consentement, c'est déjà prévenir.



Lutte contre les violences faites aux femmes

Lors de la Journée internationale contre les violences faites aux femmes, qui a eu le 25 novembre, la Mission Diversité Égalité Laïcité a organisé une matinale dédiée au **consentement**, clé pour prévenir les violences sexistes et sexuelles.

Experts, associations et chercheurs ont partagé leurs analyses lors des deux tables rondes :

- « Le consentement au-delà du oui » : cadre juridique et prévention primaire.
- « Consentement et emprise » : impact du contrôle coercitif sur le libre arbitre.

Pour renforcer la mobilisation, création d'un kit ressources et du **Consentomètre**, et déploiement d'une **campagne grand public « Consentement »**.

Ce rendez-vous annuel s'est clôturé par une cérémonie en mémoire des victimes de féminicide.

150 ans de lutte pour les droits LGBT+

Le lundi 19 mai, la Mission Diversité Égalité Laïcité a accompagné le **Groupe Ressources interne LGBT+** dans la réalisation et l'organisation d'une exposition parcourant l'histoire des luttes.

Les nombreux témoignages recueillis à cette occasion ont fait l'objet d'un document participatif, reflétant la pluralité des vécus et des émotions exprimées. Ils traduisent de la fierté, de la gratitude et une volonté d'inclusion, tout en soulignant la nécessité de poursuivre la sensibilisation et la lutte contre les stéréotypes. Ce recueil illustre la dynamique engagée par la Mission Diversité Égalité Laïcité et le groupe Ressources LGBT+ au sein du Département.

L'Ascenseur : on monte toutes et tous ensemble, sans discrimination

L'Ascenseur est une formation en ligne ludique, lancée il y a 3 ans pour lutter contre les discriminations. Six vidéos courtes et humoristiques ont permis de faire passer des messages forts.

En 2025, a été tournée la **saison 2** pour une mise en ligne début 2026. Elle aborde **9 autres critères** : identité de genre, situation de famille, apparence physique, nom, orientation sexuelle, perte d'autonomie, opinions philosophiques, sexisme et appartenance supposée à une race.

Le ton reste léger, mais l'objectif est sérieux : **agir à la racine des discriminations**.



↑ NUIT DES RELAIS



↑ JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES



Le Projet d'administration départemental girondin

Le Président et le Directeur Général des Services Départementaux ont souhaité engager la transformation de notre administration à l'horizon fin 2027 en relançant le Projet d'Administration Départemental (PAD) au printemps 2025.

CHIFFRES CLÉS

5

rencontres
de la communauté
PADG en 2025

20

projets ont été
inscrits en 2025

85 %

des projets ont
démarré en 2025



Afin de refléter nos spécificités territoriales et nos singularités, le PAD devient le PAD Girondin 2025-2027 (PADG), décliné en 5 engagements phares :

- **Engagement 1** : Une administration orientée Services publics pour s'adresser à tous les Girondins et Girondines ;
- **Engagement 2** : Une administration innovante et résiliente pour être acteur des transitions ;
- **Engagement 3** : Une administration territorialisée pour penser local ;
- **Engagement 4** : Une administration simplifiée et plus sécurisée pour se transformer de l'intérieur ;
- **Engagement 5** : Une administration de la coopération et de la participation pour faire avec toutes et tous.

Les bonnes pratiques de la conduite de projet

Le PADG 2025-2027 a pour ambition de renouveler la conduite de projet en diffusant de bonnes pratiques en matière de transversalité, d'intelligence collective et de participation des usagers internes et externes.

Au total, 19 projets ont été inscrits au PADG. Ils portent en commun :

- La réponse à un ou plusieurs des **5 engagements du PADG** ;
- Une dimension **transformatrice** ;
- Une conduite de projet garantissant **transversalité et diversité** ;
- Un **binôme de pilotes** issus de directions différentes ;
- Une **portée opérationnelle** avec des réalisations concrètes ;
- L'intégration systématique de la **participation citoyenne** et/ou de l'**expertise d'usage** ;
- Une échéance au plus tard à **fin 2027**.

La gouvernance du PADG est assurée par :

L'équipe projet, qui a rôle de coordonner, d'animer le PADG et de suivre la mise en œuvre des projets inscrits sur la période 2025-2027.

Le Comité de pilotage, chargé de contrôler le bon avancement du PADG, d'arbitrer et/ou de prescrire ses nouvelles orientations.

Le Comité de suivi qui suit son exécution. Il est garant du respect des engagements et de l'esprit transformateur du Plan.

Enfin, **la Communauté des pilotes PADG** rend compte de l'avancement des projets, partage les bonnes pratiques et outils et diffuse l'esprit du PAD Girondin au sein de l'ensemble de l'administration.

Les faits marquants 2025

La Communauté PADG s'est réunie 5 fois en 2025, avec une première rencontre le 28 mars. Durant l'année, des communications ont été réalisées auprès des directeurs en RED et de l'ensemble des managers en Heure d'Échange Managérial (HEM).

Le 1^{er} projet est déjà finalisé : le Plan Départemental de Sauvegarde

Parmi les 19 projets inscrits, 85% ont démarré en 2025 :

- Plan Départemental de Sauvegarde face aux risques majeurs ; Plan de Continuité d'Activité
- Mesure de la qualité de service
- Elise, nos correspondances dématérialisées
- Gironde Partenaires, le portail des subventions
- Gironde Autonomie, le Service Public Départemental de l'Autonomie
- Projets pilotes IA : Chatbot MPDH et Délibia
- RESPIRE, travailler autrement
- Boussole Budgétaire
- Acculturation au plan de transition bas carbone
- La solidarité en réseaux
- Des espaces de dialogue territoriaux entre élus et services
- Nouveau SIRH : Sécuriser et simplifier nos démarches RH
- Le Campus : la Fabrique de l'innovation managériale
- Déploiement d'une inspection générale des services
- Baromètre social, mesurer l'ambiance et la qualité de vie au travail
- Les ateliers ESS de la coopération
- La pépinière des initiatives
- Réflexe particip'ation : construire ensemble
- Mécénat de compétences

Le 1^{er} projet déjà finalisé est le Plan Départemental de Sauvegarde.

Ce projet multi partenarial détermine l'ensemble des rôles et responsabilités du Département et de ses partenaires territoriaux dans la gestion des risques et la chaîne de sauvegarde.

Il s'articule autour de 3 enseignements : développer les capacités individuelles à faire face / Renforcer la synergie des organisations en amont / Sécuriser la chaîne de sauvegarde civile et sociale.

Perspectives 2026

- Finalisation de 50 % des projets à l'horizon 2026
- Mobilisation de groupes usagers/citoyens pour tester et contribuer aux projets PADG
- Ouverture de la participation des agents sur plusieurs projets, dont la pépinière des initiatives.



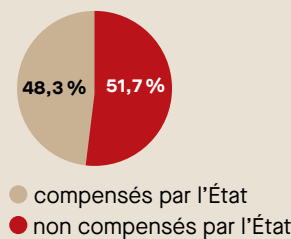
Le Plan de retour à l'équilibre

Avec le Plan de retour à l'équilibre, le Conseil départemental fixe un nouveau cap d'économies et de réformes structurelles à mener jusqu'en 2028.

Une société de plus en plus fragilisée

Chaque année le Département consacre un quart de son budget aux Allocations individuelles de Solidarité* (AIS). Cette responsabilité repose pour plus de 50 % sur les recettes propres du Département. L'État ne compense en effet que 48,3 % du financement de ces dépenses de solidarité. Chaque année le nombre de bénéficiaires évolue à la hausse, signe des fragilités de notre société.

* Prestation Compensation Handicap (PCH). Revenu de Solidarité Active (RSA). Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA).



Plan de Retour à l'Equilibre (PRE) pose le cadre budgétaire dans lequel l'action départementale devra s'inscrire dans une prospective pluriannuelle 2026-2028,, en permettant la reconstitution de l'épargne, un niveau d'endettement réaliste et le maintien d'une capacité d'investissement maîtrisée.

Au-delà des économies nécessaires, le PRE ambitionne également d'assurer la continuité du service public et des missions de la collectivité. Il s'appuiera pour cela sur les dispositifs prévus dans le Projet d'administration départemental (PAD), présenté dans ce document.

Les objectifs du PRE et du PAD convergent : engager le Département vers des transformations concrètes, dans un calendrier volontairement court, afin d'améliorer le fonctionnement de la collectivité dans un cadre budgétaire contraint.

Comprendre le contexte

L'effet ciseau que rencontre la collectivité entre accroissement de ses dépenses obligatoires et baisse de ses recettes, ainsi que la volonté de rattraper ses décalages de paiement (37,5 M€ au titre de la Protection de l'Enfance) ont eu pour conséquence le vote d'un Budget supplémentaire 2025 en déséquilibre de 97,7 M€ le 13 octobre 2025. Et ce malgré le ralentissement progressif des dépenses de fonctionnement depuis 2023 et les mesures d'économies appliquées lors des derniers exercices.

95 mesures pour 91,74 M€ d'économies

Le PRE s'articule autour de 95 mesures qui donnent une trajectoire budgétaire soutenable et stabilisent l'engagement pris par le Département de préserver les solidarités humaines et territoriales, avec un budget qui reste de 1,7 milliard d'euros au service des Girondines et des Girondins.

Il est construit avec nos partenaires afin de prendre des mesures portant sur l'effectivité des droits et l'accompagnement en proximité.

Les économies programmées sont de 91,74 M€ exactement, progressivement réparties sur trois ans.

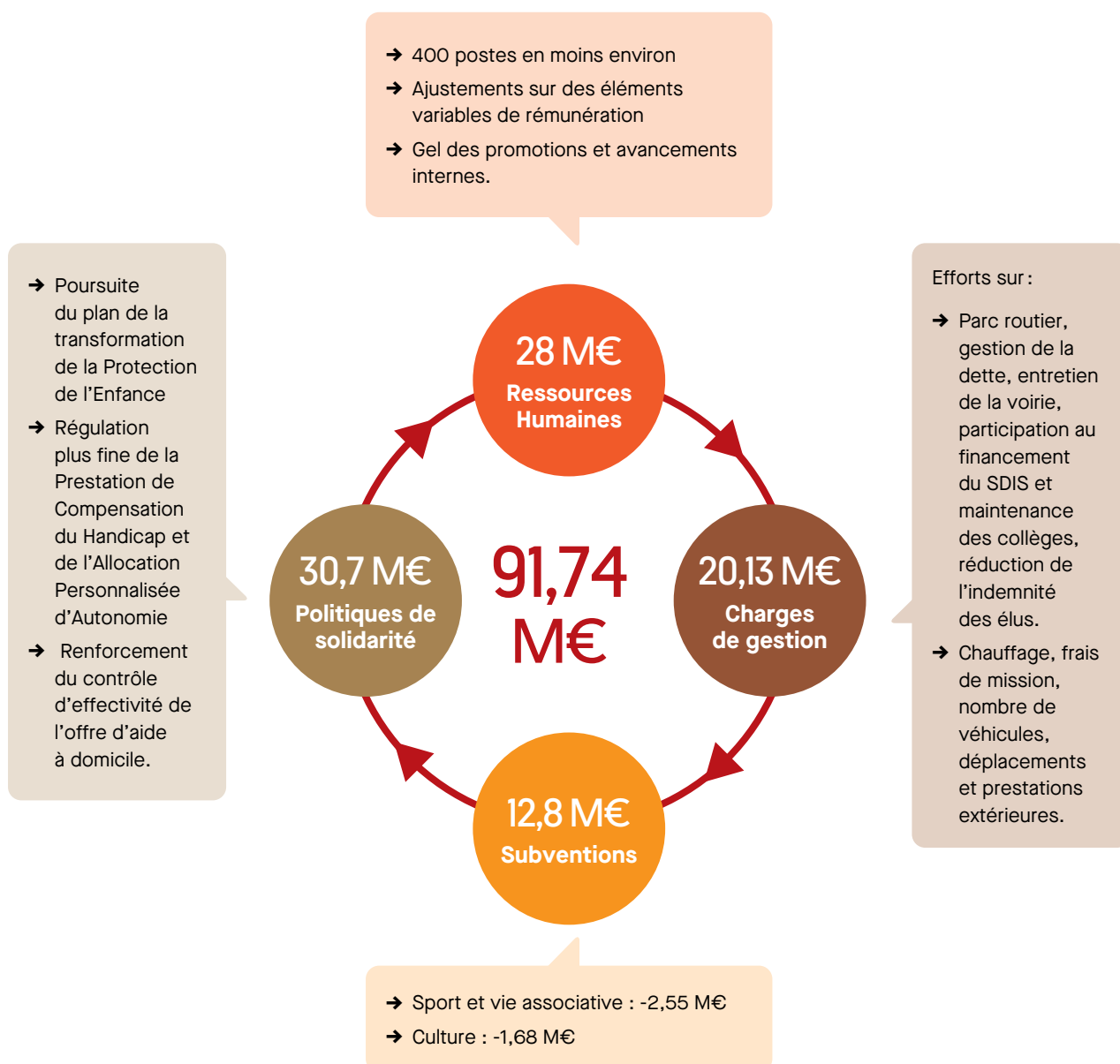
2026 = -54,18 M€

2027 = -22,38 M€

2028 = -15,18 M€

Cette projection d'économies va au-delà des 73,3 M€ d'économies préconisées par la Chambre Régionale des Comptes Nouvelle-Aquitaine dans son avis. Elle se base sur des prévisions prudentes d'évolution des recettes et des dépenses et permet, si besoin, des ajustements et équilibres entre mesures.

Répartition des économies et principaux axes de transformation :



Les cadres de référence

Le Département de la Gironde s'applique à préciser sa contribution aux objectifs mondiaux



Le Label Engagé RSO

ÉVALUE LE NIVEAU D'INTÉGRATION DES PRINCIPES DE L'ISO 26 000 AINSI QUE LES 17 ODD DES NATIONS-UNIES DANS LA STRATÉGIE ET LE MANAGEMENT DE L'ORGANISATION, EN LIEN AVEC SON TERRITOIRE.

Les Objectifs de Développement Durable

Adoptés par les Nations Unies en 2015, les Objectifs de développement durable (ODD) sont un appel mondial à agir pour « éradiquer la pauvreté, protéger la Planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité d'ici à 2030 ».

Un agenda universel

Ces ODD concernent l'ensemble des pays de la planète et des acteurs, publics comme privés. Elaborés en collaboration avec les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les entreprises, via le « Global compact » (branche entreprises de l'ONU), les ODD assurent un langage commun qui permet aux différents acteurs de travailler ensemble dans la même direction.

Des Objectifs indivisibles et transversaux

Par définition, les ODD sont liés entre eux, d'une façon positive ou négative.

L'idée générale de ces objectifs est qu'il ne peut exister de prospérité économique si le bien-être des populations et le respect des écosystèmes ne sont pas assurés.

Un Référentiel commun

Depuis de nombreuses années, le Département de la Gironde s'applique à préciser sa contribution aux objectifs mondiaux du développement durable dans le cadre de son rapport de redevabilité, un référentiel également utilisé lors de son évaluation de Responsabilité Sociétale de l'Organisation par Afnor Certification depuis 2019.

17 Objectifs de Développement Durable



Quels impacts sur les personnes en situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté ?



Quels impacts sur la réduction des inégalités sociales en Gironde et avec les territoires voisins (entraide, solidarités) ?



Quels impacts sur la capacité alimentaire du territoire et de ses habitants (agriculture bio, permaculture, jardins collectifs...)?



Quels impacts sur la résilience du cadre de vie (habitat, urbanisme, espaces publics, paysages...)?



Quels impacts sur la santé et le bien-être de toutes et de tous ?



Quels impacts sur le changement des modes de consommation et de production (sobriété, circuits courts de proximité, économie circulaire, gaspillages...)?



Quels impacts sur l'accès de tous et de toutes à une éducation de qualité et à la formation tout au long de la vie ?



Quels impacts sur les bouleversements climatiques (émissions gaz à effet de serre, neutralité carbone, culture des risques climatiques, adaptation, anticipation...)?



Quels impacts sur l'égalité entre les sexes ?



Quels impacts sur la vie aquatique (pollutions, pêche, tourisme responsable littoral...)?



Quels impacts sur l'accès de tous et de toutes à une eau propre (quantité et qualité de l'eau, hygiène, sobriété usages...)?



Quels impacts sur la vie et les écosystèmes terrestres (artificialisation et dégradation des sols, biodiversité, zones naturelles, nature en ville, forêts, fleuves et rivières, trame verte et bleue...)?



Quels impacts sur la sobriété et l'autonomie énergétique (efficacité énergétique, énergies renouvelables, approvisionnement local...)?



Quels impacts sur l'accès de toutes et de tous à des services publics de qualité et sur la participation des habitants aux décisions qui les concernent (participation citoyenne, transparence...)?



Quels impacts sur l'emploi local et décent pour toutes et tous ?



Quels impacts sur les partenariats et la coopération dans et entre les territoires (gouvernance, cohérence, convergence, coresponsabilité sur l'atteinte des ODD...)?



Quels impacts sur l'innovation et la résilience des infrastructures (transports...) et industries ?

7 enjeux de résilience

pour répondre aux Besoins essentiels et vitaux des Girondines et Girondins

Le Département a identifié les principales vulnérabilités du territoire








Soucieux de réduire les vulnérabilités du territoire girondin et de protéger les plus vulnérables, le Département de la Gironde travaille depuis 2019 sur une stratégie de résilience territoriale.

L'objectif de cette stratégie : répondre aux besoins fondamentaux des Girondines et Girondins et garantir la cohésion sociale quel que soit le contexte de stress chroniques ou de chocs brutaux.

Pour cela, le Département a identifié les principales vulnérabilités du territoire et les capacités d'action du Département pour garantir la capacité de chaque habitant à répondre aujourd'hui comme demain à ses besoins essentiels :

- être en sécurité
- disposer d'un revenu
- se soigner
- se loger
- manger
- boire
- avoir accès à la nature
- se déplacer
- vivre ensemble
- participer à la vie démocratique
- découvrir et apprendre

En résulte 7 grands enjeux pour notre territoire, résumés ci-dessous, qui visent à donner un cap pour les politiques publiques girondines :

-  1. Anticiper et protéger la population en cas de choc
-  2. Inverser l'érosion de la cohésion sociale
-  3. Développer de nouvelles manières d'habiter
-  4. Réensauvager l'artificialisé et régénérer les espaces naturels, agricoles et forestiers
-  5. Gérer la transition vers une économie post-carbone et résiliente
-  6. Limiter les besoins de déplacement
-  7. Accroître, diversifier et transformer la production agricole

Comment lire ce rapport

Au prisme des besoins essentiels des Girondines et Girondins pour aujourd'hui et pour demain.

Rendre compte de la contribution de nos actions au regard des Objectifs de Développement Durable (ODD) 2025

Face aux nombreux défis et enjeux sociaux et environnementaux, ce rapport unifié permet d'avoir une lecture unique des activités du Département et de leurs contributions aux enjeux écologiques et sociétaux.

Ainsi, au fil des pages, les actions et dispositifs du Département y sont décryptés :

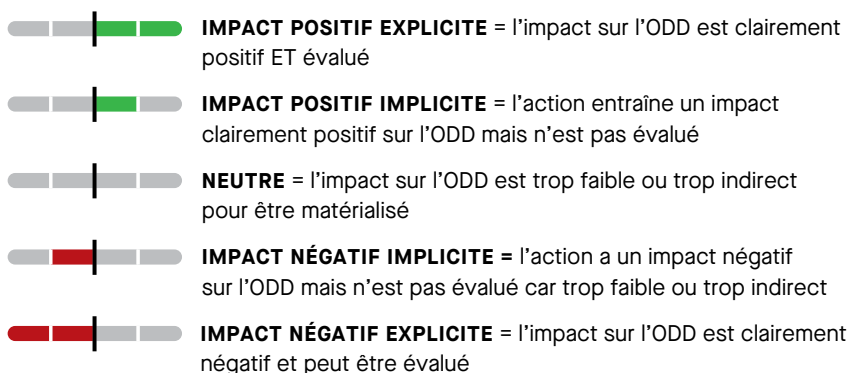
- au prisme des besoins essentiels des Girondines et Girondins pour aujourd'hui et pour demain
- au regard de leur redevabilité à l'atteinte des objectifs de développement durable inscrits à l'Agenda 2030

Ce rapport se veut une photographie de la contribution du Département à une Gironde résiliente en capacité de répondre aux besoins essentiels et vitaux des Girondines et Girondins.

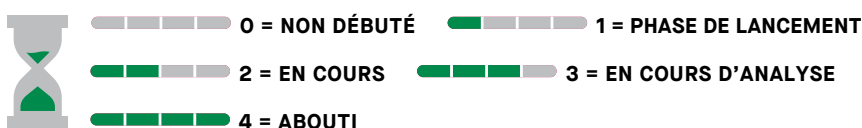
À travers le décryptage d'un projet structurant détaillé, pour chaque besoin

Chaque action ayant potentiellement des répercussions positives et/ou négatives, le Département prend la responsabilité de partager ces contradictions en valorisant non seulement ses contributions aux objectifs mondiaux mais aussi les impacts négatifs sur lesquels il doit travailler.

Ainsi, une attention est donnée à matérialiser la contribution ou l'obstruction de cette action aux ODD à travers les curseurs suivants :



Le détail de l'avancement de ce projet structurant est aussi matérialisé ainsi :




À travers les contributions d'actions et projets déployés

Près de 60 activités de la collectivité sont détaillées en prenant soin de mettre en exergue leurs contributions majeures aux objectifs de Développement Durable. Cette liste, non exhaustive, permet ainsi de comprendre et valoriser les projets et dispositifs de 2025 visant à garantir les besoins essentiels des Girondines et Girondins et leur contribution aux enjeux de résilience de notre territoire sur le long terme.

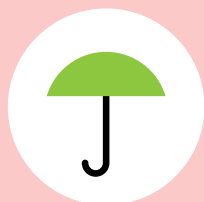


Faire Gironde solidaire

Être en sécurité	24
Disposer d'un revenu	30
Se soigner	36
Se loger	42



**« Être en sécurité,
c'est d'abord
pouvoir se projeter
dans l'avenir »**



Être en sécurité

Face aux risques sociaux, économiques, environnementaux et dans une période toujours plus anxiogène, le rôle du Département est de consolider l'expression de notre désir de collectif et la maille fine de notre État social.

Comme un rempart face aux déstabilisations internationales, l'action départementale est d'abord tournée vers les populations qu'elle a la co-responsabilité d'accompagner et de protéger : les enfants, les aînés, les personnes en situation de handicap et/ou de précarité.

Sur tous les plans, la collectivité entend poursuivre son engagement pour réduire les inégalités de toutes sortes, souvent sources d'insécurité : sensibiliser l'ensemble des Girondines et des Girondins aux situations de vulnérabilité individuelles et collectives ; prendre sa part dans la prévention des risques et la sauvegarde de ce bien commun qu'est notre patrimoine culturel ; agir afin de renforcer la continuité des services publics sur tout le territoire.



Transformation de la protection de l'enfance



État d'avancement



3 = EN COURS D'ANALYSE



Détails du projet

La transformation de la protection de l'enfance vise à mieux répondre aux besoins des enfants, en leur permettant de grandir dans un milieu familial à chaque fois que cela est possible. Cela passe par une refonte des modes d'action pour aller vers une **désinstitutionnalisation** (favoriser les alternatives au placement en institution, notamment l'accueil par les tiers, et sécuriser les retours en famille) et une déjudiciarisation (renforcer les mesures d'aide consenties avec les familles).

Pour cela, il est nécessaire de :

- **Faire évoluer une partie de l'offre d'hébergement** des enfants placés, en faveur de solutions plus proches des besoins de l'enfant et de sa famille : accompagnement à domicile et dispositifs innovants ;
- **Renforcer les dynamiques de projet personnalisé** et de parcours de chaque enfant : faciliter les sorties positives, l'accès au droit commun, le travail sur le juste statut de l'enfant et sur son adoptabilité lorsque c'est adapté.

Tous les projets démarrés en 2025 aboutiront en 2026. Dans ce cadre, le développement de places d'accompagnement des tiers dignes de confiance (TDC) et l'expérimentation de dispositifs mutualisant les moyens au service de plusieurs mesures en milieu ouvert, seront poursuivis.



Indicateurs clés

- **582 créées** par transformation, dont **197 ouvertures**
- **343 places supprimées** par transformation, dont **262 fermetures**



Contributeurs

Les associations de la protection de l'enfance, les magistrats, la Protection judiciaire de la Jeunesse et l'ensemble des partenaires du Schéma de prévention et de protection de l'enfance.

Contribution 2025 aux 17 Objectifs de Développement Durable



Contribution aux enjeux de résilience territoriale





5 projets pour anticiper et mieux prévenir les risques



11 actions

CONDUITES SIMULTANÉMENT

3 ateliers

DANS LE MÉDOC,

5

EN SUD GIRONDE

120 agents

FORMÉS SUR 3 DEMI-JOURNÉES

200 communes

SONDÉES

Les enseignements du Plan Départemental de Sauvegarde



Entre 2023 et 2025, le Département a conduit une expérimentation de Plan Départemental de sauvegarde (PDS), dans la gestion des risques majeurs. Elle met en avant la nécessité d'une montée en compétence collective sur la capacité à faire face à un événement, à réduire les impacts et vulnérabilités, l'importance d'évaluer les perceptions individuelles face aux risques, la valorisation des synergies et interdépendances des acteurs territoriaux et une préparation à la sauvegarde renforcée.

Ainsi, au regard de ces enseignements, le Département renforce son engagement dans :

- La mesure de l'éco-anxiété, des signaux de stress post-traumatiques,
- Une ingénierie de proximité auprès des collectivités pour favoriser la reconnaissance des acteurs impliqués dans la sauvegarde,
- Le renforcement de la continuité des services publics et du soutien à la sécurité civile,
- L'effort de sensibilisation.

Le Pôle territorial de solidarité du Sud-Gironde a convié les 186 communes de son territoire à participer à des ateliers pour mieux prendre en compte la population vulnérable dans les plans communaux de sauvegarde. Près de 70 ont répondu présent.



150 personnes

ET PARTENAIRES

Enfants co-victimes des violences conjugales

Dans le cadre de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, Solidarité Femmes Bassin et ses partenaires ont organisé une rencontre sur la thématique des enfants co-victimes de violences conjugales le 25 novembre à Arcachon.

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) d'Arcachon portait le Comité de pilotage de cet événement en lien avec le Contrat Local de Santé.

Associé à cette journée d'études, le Pôle territorial de Solidarité du Bassin a présenté l'organisation départementale et le déploiement de la mission de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) jusqu'à l'échelle du territoire Bassin, en abordant la transformation de l'offre avec le virage préventif. Un focus a été porté sur la dimension du repérage, de l'accompagnement des situations et du partenariat.



85 000 €

DE BUDGET ANNUEL

5 MNS

SAISONNIERS MOBILISÉS

342 bénéficiaires

ACCUEILLIS, DONT DES ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP

53 % de réussite

AU PASS NAUTIQUE

Lutter contre les noyades avec Objectif Nage

Les noyades constituent la première cause de mortalité accidentelle chez les jeunes de moins de 25 ans. Des jeunes Girondins restent éloignés de l'apprentissage de la natation, notamment dans les territoires insuffisamment équipés en infrastructures aquatiques.

L'été, Objectif Nage propose des cycles gratuits d'aisance aquatique sur 15 sites naturels de baignade girondins. Les enfants, majoritairement âgés de 7 à 13 ans, sont encadrés par des éducateurs sportifs qualifiés, formés à l'accueil de publics fragilisés.

En combinant prévention, inclusion et activité physique de plein air, ce programme contribue à renforcer la sécurité des jeunes, à réduire les inégalités d'accès à la pratique sportive et à valoriser les espaces naturels girondins comme lieux d'apprentissage et de socialisation.

Le dispositif a bénéficié en 2025 du soutien financier d'un donateur, le Fonds de dotation du Crédit Mutuel Arkea, venant compléter l'engagement du Département et des collectivités partenaires. Ce soutien a permis de sécuriser le dispositif, de maintenir un haut niveau d'encadrement et de garantir la gratuité pour le public.



1215 monuments historiques

2447 biens culturels

6 sites

CLASSÉS UNESCO CONSTITUENT LE PATRIMOINE CULTUREL DE LA GIRONDE.

Contribuer au 1^{er} dispositif ORSEC en France de protection du patrimoine et sauvegarde des biens culturels

La protection du patrimoine culturel a été renforcée depuis l'incendie de la cathédrale Notre-Dame de Paris en avril 2019. Des cellules de protection des œuvres ont été créées au sein des SDIS, les institutions patrimoniales se dotent progressivement de plan de sauvegarde et les acteurs du territoire se professionnalisent. La mise en place du dispositif ORSEC (organisation de la réponse de sécurité civile) dédié à la protection du patrimoine est une étape importante dans cette démarche.

Initié par le préfet de la Gironde, ce plan a été élaboré conjointement par le SDIS, la DRAC de Nouvelle-Aquitaine, les Archives départementales, la ville de Bordeaux et l'association de sécurité civile du Bouclier bleu. Adopté le 18 mars 2025, il est le premier en France et confirme l'action volontaire et engagée du Département auprès des acteurs du territoire dans la sauvegarde du patrimoine culturel.



1 versement

DE MAINS COURANTES INFORMATISÉES (2003-2022)

3 versements

DE LA MATRICE CADASTRALE (2004, 2005 ET 2006)

Un Système d'archivage électronique des Archives pérenne

La plateforme d'archivage électronique des Archives départementales a été mise en production en novembre 2025. Elle permet de préserver de manière pérenne dans un système sécurisé et répondant aux normes, les données des administrations et juridictions girondines, et en particulier du Département, qui sont à conserver définitivement.

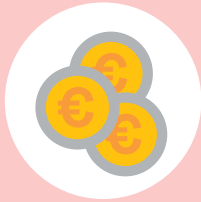
Une convention de partenariat public-public a été signée avec l'Etat pour utiliser la plateforme «Vitam», hébergée sur les serveurs du Ministère des Finances publiques. Elle incarne la mutualisation entre institutions publiques, au sein d'une communauté d'utilisateurs particulièrement experte.

Ce nouveau système constitue une étape importante pour garantir des droits qui relèvent de la citoyenneté et la transparence administrative.



« Disposer d'un revenu
c'est avoir le pouvoir
de s'émanciper »

ASSOCIATION « INERCYCLES », AU TEICH.



Disposer d'un revenu

Le travail est un facteur d'émancipation et d'équilibre. Source de revenus, il contribue à satisfaire nos besoins fondamentaux et participe à la dignité de chacun. Le Département s'engage donc, avec son réseau partenarial et ses compétences en matière d'insertion sociale et professionnelle, à assurer l'accès de ce droit à tous les Girondines et les Girondins.

Il assume sa part dans cette responsabilité en menant des expérimentations, en proposant des prises en charge inédites et facilitantes en direction des personnes éloignées de l'emploi. Par sa démarche « d'aller-vers », la collectivité élargit les possibilités de déployer son action auprès d'un public invisible, non destinataire des dispositifs de droit commun.

Pour mettre en place ses politiques d'insertion et d'inclusion, le Département innove sans cesse, mobilisant différents modes d'accompagnement humain, matériel et numérique. L'ensemble de ces initiatives est animé auprès des acteurs locaux afin d'agir contre la pauvreté, contre la précarité et contre le non-recours aux droits.



Territoires Zéro Non Recours aux droits : expérimentation de la pair-aidance



État d'avancement



2 = EN COURS



Détails du projet

Création et mise en œuvre de **deux postes de travailleur-pair** en mai 2025 à temps partiel, en partenariat avec l'association D-base, avec un pilotage fonctionnel au sein des **Pôles Territoriaux de Solidarité du Médoc et du Libournais**.

L'ambition de cette expérimentation est **d'aller-vers** un public invisible, non destinataire des dispositifs de droit commun, et de soutenir dans leurs démarches celles et ceux qu'ils parrainent et qui travaillent avec les Maisons du Département des Solidarités et les acteurs du territoire.

Par leur expertise d'usage, les collègues travailleurs-pairs apportent un **espace d'expression de pair-à-pair**. Ils font le lien pour orienter vers des professionnels aguerris, et jouent un rôle primordial dans l'identification de personnes parfois très isolées.

L'expérimentation comporte des **actions de parrainage** pour les habitants qui le souhaitent, des **rencontres** auprès des acteurs du territoire, du **repérage** de public lors d'événements sportifs, culturels, ou à visée d'insertion.

L'année 2026 s'attachera à poursuivre le repérage de public invisible, en mettant en œuvre les actions telles que définies actuellement ou à faire évoluer dans l'avenir.



Indicateurs clés

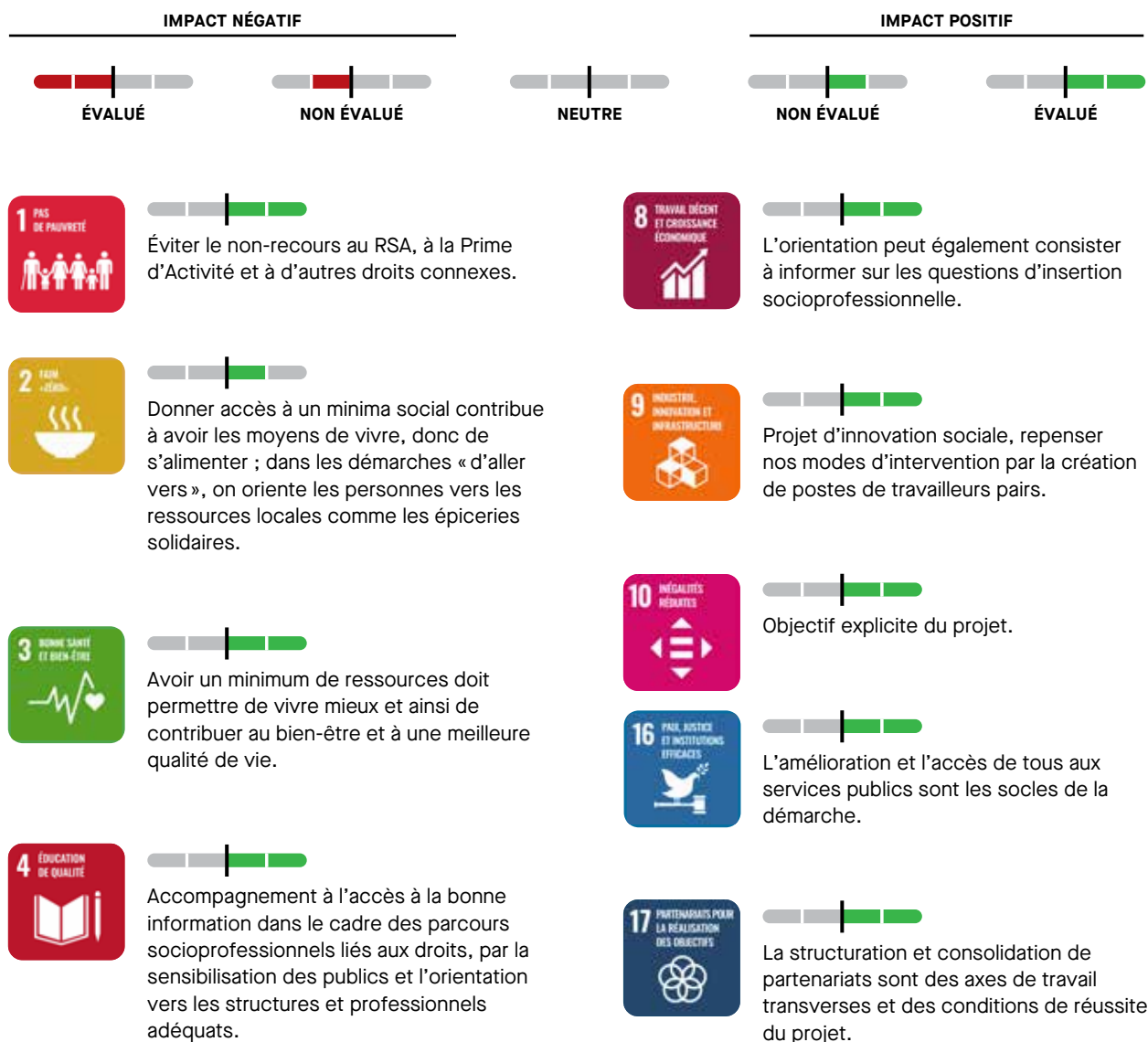
- **40 parrainages** mis en œuvre sur les deux territoires
- **Une quinzaine** de communes rencontrées afin de valider le déploiement de l'action de repérage sur leur territoire
- **Plus de 60 personnes repérées et informées de leurs droits** dans le cadre du Territoires Zéro Non Recours.
- **150 personnes rencontrées grâce au Bus en +** au cours de l'année 2025.



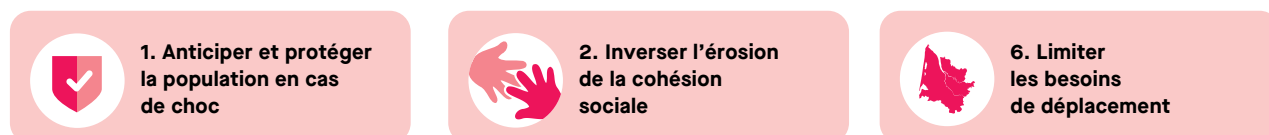
Contributeurs

- Soutien financier de l'État jusqu'à 80% du fonctionnement
- Partenariat avec l'association D-base et la Communauté de Communes du Pays Foyen
- Les travailleurs pairs sont des habitants des territoires d'expérimentation.

Contribution 2025 aux 17 Objectifs de Développement Durable



Contribution aux enjeux de résilience territoriale





3 projets en faveur des publics fragiles



72% des participants

ONT MANIFESTÉ UN INTÉRÊT POUR ENGAGER UN PARCOURS IAE

Forum de l'Emploi Solidaire de la Rive Droite

Ce forum a permis de présenter l'insertion par l'activité et l'emploi (IAE) aux personnes éligibles à travers un événement territorial réunissant le 18 mars les acteurs de la rive droite : France Travail, Structure d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE), Mission Locale, Programme Local Insertion et Emploi (PLIE), Pôle Territorial de Solidarité, Cité de l'emploi.

Ce projet s'intègre et répond pleinement aux politiques locales d'insertion et d'inclusion ; il fédère les structures locales autour d'un objectif commun : l'accompagnement des publics en insertion.

Les chiffres clés 2025 :

- 165 visiteurs
- 67 rendez-vous pris en direct
- Mobilisation de 15 SIAE
- Participation de 12 conseillers France Travail



36% en emploi salarié

À LA SORTIE

PLACE, dispositif de professionnalisation des artistes et acteurs culturels

La PLAtforme de Coopération pour l'Emploi culturel (PLACE) est une action d'accompagnement des artistes et travailleurs culturels, cofinancée par le Fonds Social Européen+. En 2025, elle a été recentrée au 2/3 sur les publics cibles allocataires du RSA et de l'allocation aux adultes handicapés (AAH).

Parmi les bénéficiaires 2025, 14 % ont accédé au régime de l'intermittence, 39 % sont travailleurs indépendants et 33 % sont sortis du dispositif RSA.

Les chiffres clés 2025 :

- 56 entrants, 105 sortants
- 800 € de revenu médian à la sortie contre 600 € à l'entrée



SERVICE CO-CONSTRUIT AVEC :

10 allocataires,

12 professionnels

DE L'ACCOMPAGNEMENT, ET

55 référents

AYANT RÉPONDU AU
QUESTIONNAIRE.

Généralisation de « Mon RSA Gironde »

Mon RSA Gironde est l'espace numérique personnalisé pour les allocataires du RSA. Il permet à l'allocataire de :

- Voir les rendez-vous avec son référent, passés et à venir,
- Consulter les objectifs fixés dans le contrat d'engagement,
- Regarder les offres proposées par son référent ou faire une recherche sur celles du territoire,
- Indiquer si une offre l'intéresse pour que son référent l'inscrive,
- Suivre l'avancée de ses demandes sur les offres.

Ce service, ouvert progressivement fin 2024 pour être généralisé en 2025, fournit aux allocataires plus de transparence. Il est associé à l'outil de suivi de parcours Horizon Gironde, qui a été mis également en externe à disposition des professionnels de l'insertion, délégataires de l'accompagnement des allocataires du RSA.

Les chiffres clés 2025 :

- 14,5 % de taux d'activation
- 2 882 inscrits
- Plus de 450 mobilisations d'offres par les allocataires
- 116 professionnels formés au logiciel Horizon gironde en 2025 (qui se rajoutent aux 450 formés en 2024)



 **Gironde**
LE DÉPARTEMENT

Mutami
LE LIEN SOLIDAIRE

La
mutuelle
girondine

« Prendre soin grâce
à des informations
simples et accessibles »

LA « MUTUELLE GIRONDINE », UNE OFFRE LOCALE ET SOLIDAIRE, ACCESSIBLE À TOUS.



Se soigner

Le Département participe à la construction et à l'animation d'une approche globale du parcours de soin sur tous les plans, puisque nos schémas d'action abordent également les aspects de la santé environnementale et de la santé mentale.

Afin d'éviter toute rupture de soin et inégalité de traitement, et de répondre aux nécessités de chacun, nous poursuivons un objectif : être en mesure de satisfaire les besoins des personnes les plus isolées géographiquement et socialement, mais aussi proposer des solutions accessibles et simples à l'ensemble des Girondines et des Girondins.

Aux côtés de celles et ceux qui partagent notre mission de prendre soin, nous menons un travail de terrain, allant de la prévention jusqu'à la promotion de la santé, à tous les âges de la vie.



Mutuelle Girondine



État d'avancement



2 = EN COURS

11%

DES AFFILIÉS À LA CPAM
GIRONDE N'AVAIENT
PAS ACCÈS À UNE
COMPLÉMENTAIRE SANTÉ
EN 2022



Détails du projet

Le lien étant avéré entre le non-recours à une complémentaire santé et l'absence de recours au soin, le Département a souhaité faciliter l'accès à une complémentaire santé pour tous les Girondines et Girondins en proposant une « Mutuelle Girondine » relevant des contrats collectifs.

Participant à lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé, cet objectif apparaît comme un projet phare de la **Stratégie de la Santé et du Prendre soin 2022-2028**.

Le Département a fait le choix de lancer un appel à partenariat en avril 2024, ouvert aux complémentaires santé régies par le code de la mutualité. Dans ce dispositif, le Département n'est ni assureur, ni souscripteur du contrat mutualiste, ni financeur mais joue un rôle facilitateur, de relai d'informations et de mise en lien auprès des habitants.

À l'issue de la procédure, la mutuelle MUTAMI a été retenue comme partenaire. La « Mutuelle Girondine » est désormais accessible à tous les Girondines et Girondins, affiliés à la sécurité sociale et à jour de leurs droits sans condition de ressource depuis janvier 2025.

Des permanences de la Mutuelle Mutami se sont tenues à Blaye/Saint-André-de-Cubzac, Bordeaux Lac/Cenon, Bordeaux Saint-Jean/Bastide, Bègles, Bazas, Sainte-Foy-la-Grande/Castillon-la-Bataille. De nouvelles permanences devraient avoir lieu en 2026 à Lesparre, Cadillac et renforcées sur Bordeaux.



Indicateurs clés

- **360 personnes** reçues lors des permanences :
- **1025 adhésions**, dont 728 assurés, 175 conjoints et 122 enfants
- **Répartition des adhésions par tranche d'âge au 31/10** : plus de 60 ans : 62 %, 30 ans à 59 ans : 24 % adhésions ; moins de 30 ans : 14 %



Contributeurs

Mutuelle MUTAMI

Contribution 2025 aux 17 Objectifs de Développement Durable



Contribution aux enjeux de résilience territoriale

1. Anticiper et protéger la population en cas de choc

2. Inverser l'érosion de la cohésion sociale



4 projets engagés pour la santé de tous



PRÈS DE

300 participantsEN PRÉSENTIEL OU À DISTANCE
AU FORUM

Nouveau : le Groupe Ressource Santé Environnementale

La Santé Environnementale est un enjeu de santé publique identifié, qui est à l'origine de 23 % de décès dans le monde, et 25 % des pathologies chroniques. 84 % des Européens sont inquiets de l'impact des produits chimiques sur la santé, et les études montrent que 7 Français sur 10 sont convaincus que l'environnement a un impact sur la santé.

Le service départemental de Protection Maternelle et Infantile (PMI) veut intégrer cet enjeu dans ses interventions en prévention, afin de permettre aux publics, notamment en situation de vulnérabilité, de limiter leurs expositions aux différents polluants. La création de ce Groupe Ressource va faciliter une mise en œuvre départementale équitable pour contribuer à la lutte contre les inégalités de santé.

Dans cette optique, le Département a sensibilisé les assistantes maternelles en organisant une conférence sur la santé environnementale de l'enfant lors du 11^{ème} Forum des Assistantes Maternelles le 15 novembre.

**+ de 600 inscrits**EN PRÉSENTIEL ET EN VISIO
À LA MATINALE**+ de 1 200 lieux**DE DIFFUSION DE SUPPORTS
D'INFORMATION**+ de 9 500 vues**

DE GIRONDE.FR/PMI EN AVRIL

La Protection Maternelle Infantile mise en avant

En avril 2025, une campagne de communication autour de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) a été lancée dans un contexte où ce service public de prévention en santé reste encore méconnu du grand public et parfois associé à tort à la protection de l'enfance. L'objectif était de repositionner la PMI sur ses missions de prévention, de promotion de la santé et d'accompagnement des familles, tout en facilitant l'accès aux droits. La campagne a permis de valoriser des missions concrètes de la PMI, notamment les bilans de santé réalisés en école maternelle auprès des enfants de 3-4 ans.

En parallèle, 5 vidéos ont été réalisées en interne et tournées avec les professionnels de santé de la PMI. Avec une diffusion séquencée sur l'année sur les réseaux sociaux, ces capsules vidéo abordent les thématiques du sommeil, de l'allaitement et de la reprise du travail, des modes d'accueil, de la diversification alimentaire et des pleurs de bébé.

Dans le cadre du Mois des droits de l'enfant, le Département a organisé une Matinale le 24 novembre sur la prévention précoce, avec une conférence sur l'éthique de la décision en Protection Maternelle et Infantile (PMI), ainsi que des témoignages illustrant des équipes de professionnels de la protection de l'enfance, sur l'entretien post-natal précoce et la décision d'agrément familial.



135 participants

**DONT 40 AGENTS,
11 HABITANTS,
1 TRAVAILLEUR PAIR
ET 80 PARTENAIRES**

Croiser les regards sur l'ESS et la santé mentale



La Journée Economie Sociale et Solidaire (ESS) en Médoc et Santé mentale visait à favoriser l'interconnaissance et la coopération entre acteurs institutionnels et structures associatives œuvrant dans ce domaine.

Trois temps forts ont rythmé cette rencontre :

- Comment accueillir une personne en souffrance ? Quelle posture adopter ?
- Santé et insertion : entre fragilités et leviers d'équilibre.
- Souffrance mentale et impacts sur l'environnement familial et social.

Les échanges nourris ont mis en avant des perspectives concrètes pour renforcer le maillage local et améliorer la qualité des accompagnements.



113 consultations

60 permanences

16 permanences du CLIC

Missions élargies pour le Médicobus

Lancé en mai 2025 dans le cadre du programme « Bus en + », en partenariat avec l'ARS et la CPAM, le Médicobus cherche à améliorer l'accès aux soins dans les zones rurales, initialement pour les personnes de plus de 70 ans ou en ALD, avec des consultations sur rendez-vous via Doctolib. Les tournées sont assurées par des médecins généralistes retraités pour pallier la pénurie médicale.

En 2025, le Département a renforcé le dispositif en organisant des permanences du Centre Local d'Information et de Coordination - CLIC en parallèle des consultations, afin d'accompagner les usagers dans leurs démarches administratives, l'accès aux droits et la coordination avec les acteurs sociaux. Le Pôle territorial de solidarité Haute Gironde pourra positionner des rendez-vous sur Doctolib pour les publics suivis par les Maisons du Département de Solidarité - MDS, et le partenariat se consolide pour intégrer le suivi de santé des enfants placés (ASE), avec un bilan annuel garantissant une approche préventive et coordonnée.

Projet européen cofinancé par le Fonds Européen de Développement Régional - FEDER et REACT-UE.



« De l’habitat
à l’habiter,
il y a un
même fil :
le fil de soi »

INSTALLATION D’UN POËLE PAR LE SERVICE LOCAL
D’INTERVENTION POUR LA MAÎTRISE DE L’ÉNERGIE « SLIME 33 »,
À ST-YZAN-DE-SOUDIAC



Se loger

L'habitat, s'il est digne et adapté, est l'une des premières conditions de la construction d'une vie sociale. Que l'on réside en milieu urbain ou rural, que l'on soit riche ou pauvre, seul ou en famille nombreuse, en situation de handicap ou non, nous avons tous besoin d'un toit au-dessus de la tête, d'un foyer bâti sûr et sain, facteur de bien-être matériel et émotionnel.

Pour le Département, construire, réhabiliter, adapter ou encourager la réalisation de logements sociaux, intergénérationnels ou participatifs, est un des préalables pour accompagner les Girondines et les Girondins de la naissance au grand âge.

Par le prisme de ses politiques de solidarité, le Département soutient sur tout le territoire des programmations innovantes, inclusives et environnementalement responsables.



Habitat exemplaire et inclusif : inauguration de la résidence Gisèle Halimi à Mios



État d'avancement



4 = ABOUTI



Détails du projet

Inaugurée le 30 août 2025, cette résidence intergénérationnelle comporte 82 logements locatifs sociaux, dont **33 logements adaptés pour les seniors**. Parmi ceux-ci, 14 sont des **logements « inclusifs »** pour des personnes âgées qui ont choisi un mode d'habitation regroupé, entre elles ou avec d'autres personnes.

La résidence Gisèle Halimi, lieu de mixité :

- À ces logements locatifs sociaux s'ajoutent 58 logements destinés à **l'accession à la propriété**.
- Le site accueille également le centre communal d'action sociale de la commune, une **épicerie solidaire** et un **cabinet médical** pour 3 médecins.

Parmi les 82 logements locatifs sociaux, **16 ont été réservés par le Département** : 5 pour le personnel et 11 attribués à des publics du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, qui auraient eu de grandes difficultés à se loger dans le parc privé du territoire. Tous sont issus du Pôle Territorial de Solidarité du Bassin d'Arcachon - Val de l'Eyre.

Le projet se prolonge par la poursuite du peuplement de la résidence et l'accompagnement des résidents actuels et futurs via les travailleurs sociaux du Département.



Indicateurs clés

- **82 logements locatifs sociaux**
- **487 000 € de subvention** du Département, versés à Gironde Habitat
- **Coût des travaux de la résidence : 7 M€**



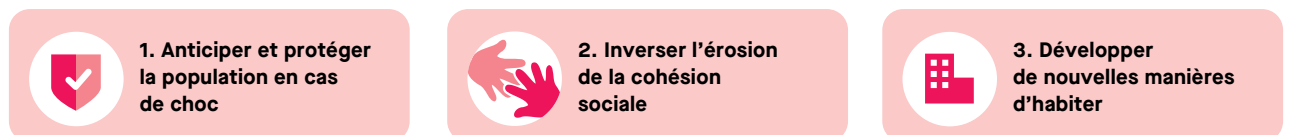
Contributeurs

Gironde Habitat, Ville de Mios, Centre communal d'action sociale (CCAS) de Mios.

Contribution 2025 aux 17 Objectifs de Développement Durable



Contribution aux enjeux de résilience territoriale





4 projets pour un habitat social et frugal



POUR
1/3 des ménages

ÉVALUÉS, LE TAUX D'EFFORT
ÉNERGÉTIQUE A BAISSÉ DE

25%

VOIRE PLUS.

Le SLIME33 : plus de confort, moins d'énergies consommées

L'objectif du SLIME33 (Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Énergie en Gironde) est d'améliorer le confort des ménages bénéficiaires, orientés par les services sociaux, tout en réalisant des économies d'eau et d'énergie.

Dans ce cadre, le SLIME33 assure :

- Un diagnostic sociotechnique du logement
- Un kit économies d'eau et d'énergie, des conseils et des réglages pour un meilleur usage des équipements
- Des interventions, telles que remplacement d'électroménager vétuste par du neuf et économe en énergie, réparations, petits travaux d'isolation avec les partenaires Compagnons Bâtisseurs Nouvelle-Aquitaine, Le Lien et la Fondation pour le logement...
- Un accompagnement personnalisé vers les solutions les plus adaptées à la situation : changement de contrat énergie, suivi des consommations, recherches d'aides pour la rénovation énergétique, démarches « mal-logement », accompagnement juridique avec l'ADIL33, etc.

En 2025, un partenariat avec l'AG2R La Mondiale a été développé, permettant un soutien financier de 60 000 €. L'État apporte également un cofinancement via les Certificats d'Economie d'Énergie, à hauteur de 800 000 €, ainsi qu'un soutien de 175 000 € dans le cadre du Pacte des Solidarités.

Les chiffres clés 2025

- 1 001 ménages bénéficiaires
- 548 tonnes d'émission de CO² évitées depuis 2017
- 38 % de ménages évalués sont « sortis de la précarité énergétique »
- 73 % des ménages ont vu leur confort s'améliorer



36 familles

RELOGÉES

9 jeunes

DEPUIS JUILLET 2025

Mobilisation différenciée des logements réservés du Département

Des ménages cibles de la Direction Générale Adjointe chargée de la Solidarité ont pu bénéficier d'un traitement accéléré de leurs parcours résidentiels, notamment :

- Les familles monoparentales avec enfants de moins de 3 ans hébergées à l'hôtel
- Les jeunes majeurs pris en charge en chambre en ville.

Par ailleurs, les services départementaux ont recentré le financement des foyers de jeunes travailleurs pour l'accompagnement des jeunes sortant de l'Aide sociale à l'enfance.

Objectifs pour 2026 :

- 80 familles relogées pour 2 655 000 € d'économies
- 100 jeunes relogés pour 3 704 700 € d'économies



28 logements PLAI agréés

ONT ÉTÉ RÉSERVÉS AUX MÉNAGES
LES PLUS EN DIFFICULTÉ.

Production d'une offre d'habitat publique

Dans le cadre de la convention de délégation des aides à la pierre 2020-2025, le Département agréé des opérations de logements locatifs sociaux portés par des bailleurs ou des collectivités territoriales. Ces acteurs s'engagent, en contrepartie de subventions ramenées à un maximum de 60 % et d'avantages fiscaux, à louer ces logements à des loyers modérés (Prêt Locatif Aidé d'Intégration - PLAI, Prêt Locatif à Usage Social - PLUS, Prêt Locatif Social - PLS) pendant une certaine durée.

Le Département accompagne les bailleurs sociaux dans le dépôt de leurs dépôts de dossier puis instruit ces demandes dans le cadre réglementaire donné.

Les chiffres clés 2025 :

- 1498 logements locatifs sociaux agréés, dont 491 PLAI destinés aux plus précaires
- 5,4 M€ de crédits délégués de l'État, pour soutenir cette production
- 9 M€ de crédits départementaux



Amélioration du parc privé existant

En tant que délégataire, le Département instruit et octroie les aides de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) pour l'amélioration du parc privé existant. Cette intervention soutient les propriétaires occupants à faibles ressources dans leur projet d'adaptation de leur logement, de mise aux normes ou d'amélioration énergétique.

Elle est coordonnée avec l'action des territoires qui mettent en place des dispositifs d'information et d'accompagnement des ménages dans leur projet de rénovation, ainsi que des aides aux travaux pour ces ménages.


Les chiffres clés 2025 :

- 23,5 M€ d'aides de l'Anah octroyés, dont 21,3 M€ d'aides aux travaux pour les propriétaires et 2,2 M€ d'aides à l'ingénierie pour les territoires
- 643 logements subventionnés, concernant 529 propriétaires occupants, 64 logements de propriétaires bailleurs et 1 copropriété de 24 logements.



Faire Gironde équitable

Manger	50
Boire	56
Avoir accès à la nature	62
Se déplacer	68

A close-up photograph of several purple pea pods hanging from a vine. The pods are in various stages of ripeness, with some showing a darker purple hue and others a lighter, more vibrant purple. The background is softly blurred, showing green leaves and a hint of a yellowish leaf in the lower-left corner. The overall lighting is natural, highlighting the texture of the pods and the fine hairs on the stem.

« La solidarité
alimentaire
est une solidarité
élémentaire »



Manger

La Gironde dispose d'un réseau actif de producteurs et d'exploitations afin de nourrir les habitants avec une alimentation de qualité, proches de chez eux. Encore faut-il le valoriser auprès de tous. C'est tout le sens de la démarche « Gironde Alimen'terre », portée par notre collectivité. En encourageant les pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement et en participant au développement des terres agricoles, elle permet aussi bien d'accroître l'approvisionnement en circuit court que de sensibiliser les Girondines et les Girondins à fréquenter les fermes de proximité.

Parmi les nombreuses actions du Département sur ce sujet, l'une des plus innovantes est sans doute l'expérimentation d'une Sécurité Sociale de l'Alimentation. Ce dispositif vise un triple objectif : démocratiser les systèmes alimentaires, garantir l'accès à une alimentation saine, locale et de qualité, tout en transformant le modèle agroalimentaire local vers un système plus nourricier et respectueux de l'environnement.

L'ambition est ainsi posée : défendre pour chaque citoyen ce besoin fondamental qu'est le fait de pouvoir se nourrir.

L'expérimentation d'une Sécurité Sociale de l'Alimentation pour toutes et tous



État d'avancement



4 = ABOUTI

L'expérimentation se déploie sur 4 territoires de Gironde : Bordeaux, Bègles, le Pays Foyen et le Sud Gironde.



Détails du projet

L'expérimentation d'une **Sécurité Sociale de l'Alimentation** vise à :

- Garantir l'accès à une alimentation saine, locale et de qualité à toutes et tous,
- Transformer le modèle agro-alimentaire local vers un système plus nourricier et respectueux de l'environnement.

L'expérimentation s'est déroulée d'avril 2024 à avril 2025. Elle a consisté à mettre en œuvre auprès de 400 Girondines et Girondins un système de sécurité sociale de l'alimentation reposant sur 4 valeurs :

- le conventionnement démocratique des produits alimentaires,
- la cotisation solidaire des participants,
- l'universalité du dispositif,
- le respect du vivant.

Concrètement, les participants cotisent chaque mois à hauteur de leurs moyens, reçoivent une allocation de 150 MonA (Monnaie Alimentaire) par personne et s'approvisionnent dans des points de vente démocratiquement conventionnés.

Le comité scientifique a rendu un rapport d'évaluation de l'expérimentation fin 2025. La démarche va se poursuivre en 2026, avec notamment une contribution financière plus importante des participants afin de trouver un modèle économique pérenne.



Indicateurs clés

- **- 80 % de précarité alimentaire quantitative** pour les participants
- **- 50 % de précarité alimentaire qualitative** pour les participants
- **25 % d'implication citoyenne** active dans l'animation démocratique des caisses locales
- **50 points de vente** conventionnés
- **Jusqu'à 20 % du chiffre d'affaires** des points de vente couvert par la MonA



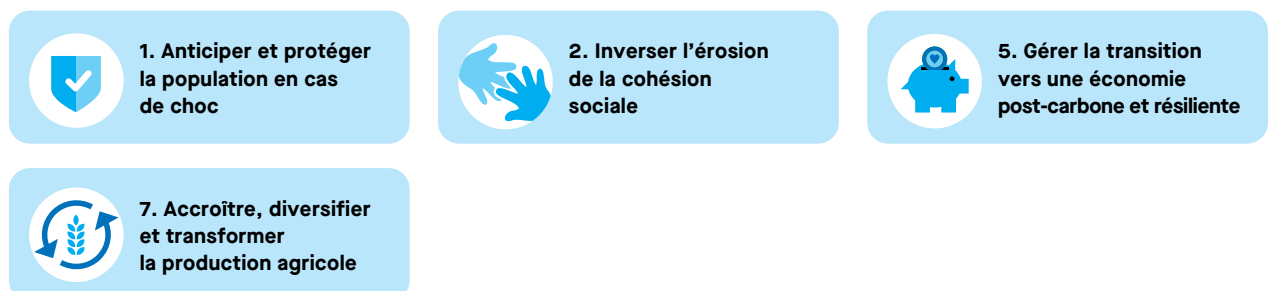
Contributeurs

- Acclimat'Action: association pilote et gestionnaire et animatrice de la démarche
- Ville de Bordeaux : copilote
- Les citoyens: la démarche fonctionne sur l'animation démocratique de caisses locales
- Les producteurs locaux et magasins conventionnés
- Les co-financeurs (Etat, ADEME, Région Nouvelle-Aquitaine, ville de Bègles...)

Contribution 2025 aux 17 Objectifs de Développement Durable



Contribution aux enjeux de résilience territoriale





3 projets défendant une alimentation solidaire et locale



NOUVEAU RECORD DE COLLECTE EN 2025, AVEC

1139 kg
de denrées
alimentaires
récoltées

(1108 KG LORS DE LA TOURNÉE PRÉCÉDENTE). LE MARCHÉ DE LANGON S'EST DISTINGUÉ COMME LE PLUS GÉNÉREUX DE L'ÉDITION !

5^{ème} édition de la tournée des marchés 100 % solidaire : les Girondins sont généreux !

Dans le cadre du programme Gironde Alimen'terre, le Département organise chaque année la tournée des marchés 100 % solidaire, en partenariat avec ICI Gironde. La radio installe son studio au cœur de marchés girondins et diffuse en direct l'émission « La tournée des marchés 100 % solidaire », animée par Marie Ottoz, accompagnée des chefs Jésus Hurtado et Gabriel Gette. Ces temps de rencontre conviviaux mettent en lumière les produits locaux, les circuits courts et les producteurs.

L'opération repose sur deux défis complémentaires :

- La réalisation d'un menu de fête accessible, cuisiné par les chefs à partir d'aliments achetés sur le marché du jour, avec un budget de 30 euros pour 4 personnes,
- Une collecte de denrées alimentaires, avec un challenge : « Quel sera le marché le plus généreux ? ».

Les habitants sont invités à faire des dons alimentaires. Les denrées récoltées sont pesées quotidiennement, permettant d'élire en fin de tournée le marché le plus généreux, puis sont redistribuées à des associations caritatives locales.

Les chiffres clés 2025 :

- 6 marchés girondins parcourus
- 11 associations caritatives locales bénéficiaires



91%
des travailleurs
sociaux

DES MAISONS DÉPARTEMENTALES DE SOLIDARITÉ OBSERVENT UN EFFET POSITIF SUR LES FAMILLES ORIENTÉES VERS LES ÉPICERIES SOLIDAIRES

Animations autour de la solidarité alimentaire girondine



Les épiceries solidaires sont des supports reconnus du développement social des territoires. Chaque année, la Journée départementale des Épiceries Solidaires girondines réunit l'ensemble des acteurs du réseau.

Pour l'édition du 24 juin, le Département a opéré un focus sur les enjeux et défis de l'approvisionnement de ces lieux. Une quarantaine d'épiceries solidaires, 1 sociologue, 1 économiste territorial et 8 porteurs de projets ont participé à cette rencontre.

En juin également, le Pôle territorial de solidarité Sud Gironde a rassemblé 29 structures de solidarité alimentaire, soit une centaine de participants. Ces structures s'avèrent indispensables en Sud Gironde, qui compte une population précaire, confrontée à des difficultés de mobilité, avec peu de solutions proposées localement (pas d'épicerie sociale par exemple). Dans ce contexte, il est nécessaire de développer l'interconnaissance et la complémentarité des acteurs.

Les chiffres clés 2025 :

- **6 174 foyers** accueillis au sein des épiceries solidaires soit 15 041 personnes
- **78 % des épiceries solidaires** accompagnent socialement les familles au-delà de 3 mois
- **1 637 ateliers** organisés à destination des foyers



TROPHÉES :

21 candidatures

3 lauréats

Première édition des « Trophées Gironde Alimen'terre »

Le réseau des Fermes Gironde Alimen'terre, créé en avril 2024, a pour objectif de valoriser des fermes nourricières à taille humaine ayant leur production en agriculture biologique (hors élevage), et commercialisant leur production en circuit court.

Avec ce réseau, le Département s'engage à faire le lien entre les agriculteurs et l'approvisionnement des collèges, épiceries solidaires et EHPAD.

En 2025 a été lancée la première édition des « Trophées Gironde Alimen'terre ». Ces récompenses mettent en lumière des projets agricoles innovants en lien avec au moins un des trois piliers du développement durable : économique, environnemental et social.


Les projets lauréats seront valorisés sur les supports de communication du Département et géoréférencés sur la carte « La Gironde s'invente » du site gironde.fr/alimenterre

Les chiffres clés 2025 de cette action :

- 49 fermes adhérentes en décembre, dont 27 ont intégré le réseau en 2025.
- 5 000 € de dotation pour chaque lauréat



↑ TOURNÉE DES MARCHÉS 100 % SOLIDAIRE



« Eau [...], tu n'es pas
nécessaire à la vie :
tu es la vie. »

Saint-Exupéry,
Terre des hommes



Boire

Les études menées par la collectivité montrent un bilan déficitaire concernant la ressource en eau potable. Cette situation alarmante est multifactorielle, entre accroissement de la population, perturbations climatiques et vieillissement des réseaux de distribution.

Indispensable à la vie, l'eau est un bien commun, que le Département s'attache à préserver, dans sa qualité autant que dans son accès collectif. Cette action, le Département ne la conduit pas seul. Il fédère autour de lui tous les acteurs de l'eau concernés par l'aménagement, la recherche scientifique, la préservation de la ressource, la sensibilisation à la consommation, et la santé publique.

La gestion de la ressource en eau devient un enjeu de gouvernance et de justice sociale, envisagé dans ses dimensions sociétales, politiques, institutionnelles.

Le Schéma stratégique départemental de l'eau potable (SSDEP)



État d'avancement



4 = ABOUTI

24 Mm³/an
DE PERTES D'EAU SUR

122 Mm³/an
PRÉLEVÉS EN 2024
(DONNÉES STABILISÉES)



Détails du projet

Afin de pouvoir **répondre aux besoins futurs des habitants et des territoires**, le Département a engagé une réflexion prospective, pour garantir un accès à l'eau continu, équitable et égalitaire, tout en **préservant durablement la ressource**.

Les Autorités Organisatrices de l'Eau potable et les partenaires institutionnels du Département, réunis au sein des six Conseils du Territoire pour l'Eau Potable (COTEAUP), ont coconstruit un scénario opérationnel à 10 ans. Il exprime la vision des territoires sur les volets techniques, financiers et de gouvernance, et reflète ainsi la réalité locale des enjeux liés à l'eau, sans se substituer aux programmes ni aux acteurs existants.

Le Schéma stratégique départemental de l'eau potable présente une **vision départementale partagée**, permettant le développement du territoire en **sécurisant la distribution d'eau potable**, sans avoir **recours aux ressources déficitaires**.

La réflexion menée avec les territoires, à horizon 2050, inclut une **consolidation des leviers d'action liés aux usages** afin d'anticiper les évolutions à venir, d'enrichir les scénarios envisagés et de guider les orientations stratégiques dans une logique de solidarité territoriale.



Indicateurs clés

Des secteurs en tension aujourd'hui avec des nappes profondes surexploitées et un bilan besoin-ressources à 10 ans déficitaire en raison de l'augmentation de la population (entre 0,4 et 2% par an), des pertes sur les réseaux de distribution et du changement climatique.

Une gestion patrimoniale à assurer :

- Un parc d'ouvrages de prélèvements vieillissant
- 346 ouvrages de prélèvements, dont 15 à réhabiliter et 6 à combler
- 136 interconnexions, dont 5 à réhabiliter
- 457 ouvrages de stockage
- 1530 km à renouveler sur un réseau de 190 000 km

Des aménagements complémentaires nécessaires :

- 33 ouvrages de prélèvements à créer (19 ouvrages si des études de productivité sont menées sur certaines ouvrages ciblés)
- 11 interconnexions à créer
- 18 ouvrages de stockage à créer

1 177 millions d'euros d'investissement nécessaires estimés au total :

- 63 % pour le renouvellement des réseaux
- 12 % pour les travaux relatifs au projet de Champ Captant des Landes du Médoc
- 20 % pour les ouvrages de production
- 5 % pour les interconnexions, ouvrages de stockage et études



Contributeurs

Agence de l'Eau Adour Garonne, SMEGREG (Syndicat Mixte d'Étude et de Gestion de la Ressource en Eau du département de la Gironde), Agence Régionale de la Santé, Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde, départements limitrophes et autorités organisatrices girondines de l'eau potable.

Contribution 2025 aux 17 Objectifs de Développement Durable



Contribution aux enjeux de résilience territoriale



3 projets de mobilisation autour de l'eau



55
participants
À L'ATELIER

Atelier Plan Départemental de l'Habitat sur les enjeux de l'eau

La tenue d'une table ronde et d'un atelier de médiation territoriale du Plan Départemental de l'Habitat sur le secteur du Libournais a rassemblé les acteurs concernés par les enjeux de l'eau.

Les aménageurs, collectivités territoriales, constructeurs privés et bailleurs sociaux ont ainsi pu découvrir le nouveau programme de financement de l'Agence de l'eau Adour Garonne sur les actions liées aux économies d'eau (aides alternatives aux aides du Département mobilisables pour les bailleurs et les territoires) et la proposition d'accompagnement technique d'Aménag'Eau.

L'enjeu est de sensibiliser ces acteurs privés et publics à produire des logements plus durables en limitant l'artificialisation des sols avec des îlots de fraîcheur et en intégrant la sobriété des consommations d'eau dans les bâtiments et le recours aux eaux non conventionnelles (pluie, eaux grises,...) pour les usages autres que domestiques.



5 nouvelles
collectivités

Garantir la sécurité sanitaire de l'eau

Le déploiement des Plans de Gestion de Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE) est une démarche d'amélioration continue ayant pour but de garantir en permanence la sécurité sanitaire de l'eau potable pour le consommateur. Obligatoire à partir de 2027, cette démarche intégrative consiste à recenser l'ensemble des dangers en matière de sécurité sanitaire (captages et réseaux de distribution d'eau potable) et les risques associés dans le but de mettre en œuvre les actions ou les moyens de maîtrise pour réduire ces risques. Elle est réajustée au regard de nouveaux dangers ou d'éventuels dysfonctionnements.

La Cellule d'Assistance Technique à l'Eau Potable (CATEP) du Département accompagne 11 collectivités dans la réalisation et le suivi de leur PGSSE, par la mise à jour des outils de pilotage et des audits d'installations de production et de stockage.

Les chiffres clés 2025 :

- 2 demi-journées d'audit
- 11 collectivités invitées



57 élèves
DE 6E ET EN ULIS

7 ateliers

Ateliers pédagogiques Aménag'eau pour les collégiens

Aménag'eau a coordonné en 2025 des ateliers sur l'eau et l'urbanisme, avec le collège Aliénor d'Aquitaine de Castillon-la-Bataille, la Communauté de Communes (CdC) Castillon-Pujols et le syndicat de l'Est Libournais. Thématiques abordées : aménagement de quartier avec présentation des propositions des collégiens aux élus de la CDC, Atlas de Biodiversité Intercommunal, cycle de l'eau, visite de la station d'épuration de St Magne...

Les ateliers n'ont pas été construits ni animés par des associations spécialistes de l'éducation à l'environnement, mais par des professionnels motivés pour faire découvrir les enjeux de leur métier et guidés par les professeurs, tant sur le contenu que sur la forme de l'animation.

Leur structuration avec l'équipe enseignante offre désormais un cadre d'intervention reproductible sur les collèges de Lussac et de Branne.



Protéger
le patrimoine naturel,
c'est préserver
une part de notre
humanité »



Avoir accès à la nature

Le Département gère, protège et ouvre au public plusieurs milliers d'hectares d'Espaces Naturels Sensibles (Domaine de Certes et Graveyron, Île Nouvelle, forêt de Migelane, Domaines départementaux de Blasimon et d'Hostens, Maison de Grave...) à la biodiversité remarquable et mène un travail partenarial avec les acteurs locaux afin de ménager le vivant et préserver les vivants.

Ravagé par les incendies de 2022, le Domaine départemental d'Hostens a enfin pu être partiellement réouvert dans son secteur ouest, les points chauds souterrains étant officiellement éteints. En parallèle des aménagements nécessaires pour accueillir le public en toute sécurité, le Département fait preuve de résilience en créant, suite à cette catastrophe, une réserve biologique, et la réalisation d'inventaires de biodiversité post incendies. Ces initiatives orientent l'engagement de la collectivité vers une gestion durable des forêts, en partenariat avec les acteurs du monde forestier.

Ainsi, de la protection aux dispositifs d'éducation et de sensibilisation jusqu'à la gestion et l'anticipation des risques climatiques, notre Gironde conjugue actions de solidarité et de préservation environnementale.



Réouverture d'Hostens



État d'avancement



3,5 = ABOUTI PARTIELLEMENT

En 2027, restitution du Schéma d'aménagement pour l'accueil du public



Détails du projet

Le Domaine départemental d'Hostens est un site de 750 hectares, classé Espace Naturel Sensible et Natura 2000, dont **75 % de la surface boisée a brûlé** lors des 2 incendies dits « de Landiras » à l'été 2022.

Le domaine a alors été entièrement fermé au public, car dangereux sur 2 plans : la chute possible d'arbres morts et les points chauds sous-terrain susceptibles de provoquer un effondrement du sol.

Pour que le public accède à nouveau aux espaces impactés **en toute sécurité**, **six étapes de réouverture** ont été identifiées à ce jour :

- 7 octobre 2022 : périmètres plages (**12 % du site**)
- 27 mars 2023 : élargissement des périmètres plages aux zones périphériques non brûlées (**25 % du site**), ainsi qu'aux hébergements de groupes pour permettre l'accueil des scolaires et des centres de loisirs.
- 9 avril 2024 : élargissement à la zone du gîte du Hiot et des chalets, ainsi qu'autour du lac de Lamothe (**35 % du site**), pour retrouver une offre complète d'hébergement grand public ainsi qu'une itinérance plus qualitative.
- 25 février 2025 : l'incendie sous-terrain est officiellement déclaré éteint. Toute la partie ouest, sauf 3 petites zones présentant encore des arbres dangereux, est ouverte (**50 % du site**).

En 2026, réouverture du tour du Lac du Bousquey est prévue début avril, et la poursuite des inventaires post incendies jusqu'en 2027.

En 2027, le Schéma d'ouverture pour encadrer les pratiques et la circulation du public sur le site sera restitué.



Indicateurs clés

Les dispositions relatives à la sécurité du public et les actions post incendie :

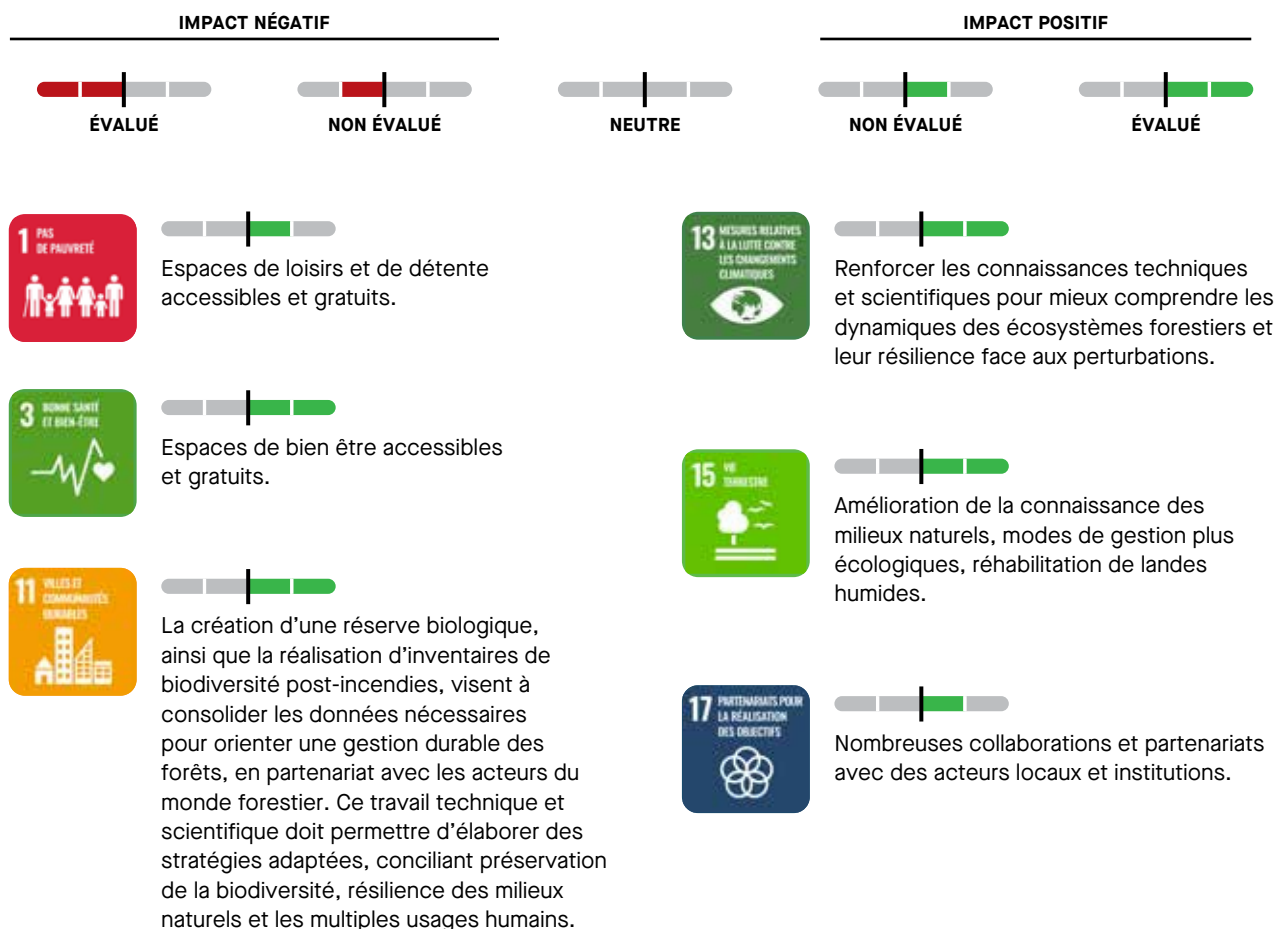
- Poursuite de la surveillance thermique par drones
- Achèvement des travaux de mise en sécurité des parties boisées avec l'ONF
- Mise en oeuvre d'un nouvel arrêté réglementant les accès et usages
- Suivi post incendie des points chauds résiduels - combustion souterraine
- Investigations du BRGM et préconisations de gestion




Contributeurs

- Office National des Forêts
- Service départemental d'incendie et de secours
- Bureau Régional des Gisements Miniers
- Conservatoire des Races d'Aquitaine
- Partenaires inventaires : Conservatoire botanique Sud-Atlantique, Bordeaux sciences agro, société Linnéenne, Locusta, Cistude nature, conservatoire des espaces naturels de Nouvelle-Aquitaine

Contribution 2025 aux 17 Objectifs de Développement Durable



Contribution aux enjeux de résilience territoriale



4. Réensauvager l'artificialisé et régénérer les espaces naturels, agricoles et forestiers



3 projets pour mieux profiter de la nature girondine



76 %
DES SURFACES GÉRÉES
EN RÉGIE

L'AGROPASTORALISME
CONCERNE

18 %
DES ENS AVEC
31 exploitants
ET
562 ha
GÉRÉS EN PÂTURAGE/
FAUCHE

Gestion des Espaces Naturels Sensibles

Le Département, dans le cadre de sa compétence sur les Espaces Naturels Sensibles (ENS), protège 57 sites répartis sur le territoire girondin, en assurant des missions d'acquisition, de gestion et d'ouverture au public.

L'action vise à :

- Préserver durablement les milieux naturels
- Renforcer le maillage des espaces protégés
- Restaurer les écosystèmes dégradés
- Gérer les sites par des pratiques durables (notamment l'agropastoralisme)
- Accueillir et sensibiliser le public

En 2025, la gestion des ENS a dû faire l'objet d'une priorisation resserrée, en optimisant les moyens internes et s'appuyant davantage sur des dispositifs sobres et agiles. La progression du foncier ENS a été maintenue mais plus lente que l'ambition affichée. Le nombre d'animations proposées, d'accueils postés ou encore de jours d'ouverture du relais nature à Hostens a également été revu à la baisse. À noter qu'une partie des actions de gestion des sites est réalisée avec des entreprises d'insertion.

Les chiffres clés 2025 :

4861 hectares gérés par le Département, dont :

- 54 ENS propriétés du Département (3 951 ha)
- 3 sites du Conservatoire du Littoral (île Nouvelle, Fleury, Domaine de Certes et Graveyron)

Accueil et sensibilisation du public

- Au Domaine de Certes, 20 327 personnes accueillies, 231 animations grand public et 48 animations scolaires
- Sur l'île Nouvelle, 18 animations grand public et scolaires, 724 participants
- Au Domaine d'Hostens, 3 795 personnes accueillies au relais nature, 13 animations grand public et 23 animations scolaires



60 collégiens

ET

15 habitants

DU TERRITOIRE MOBILISÉS,

150

SPECTATEURS

Des collégiens et habitants associés à la coproduction d'un spectacle

Durant le 1^{er} semestre, le Domaine de Nodris et la Communauté de communes Médoc Cœur de Presqu'île ont accompagné la Compagnie du Tout Vivant dans son travail de médiation avec les collégiens de Lesparre et de Pauillac et les habitants du territoire.

Le spectacle « Lettres à plus tard » de la Compagnie s'est nourri des témoignages récoltés lors de rencontres, ateliers d'écriture, et enregistrements sonores, sur l'attachement au Médoc, des projections du territoire à 10 ou 20 ans, la jeunesse en milieu rural, les richesses immatérielles de la vie et les manques. Le spectacle a été joué le 13 juin à Nodris, sur un format itinérant valorisant plusieurs espaces du site.

Cette première action coproduite entre les deux collectivités confirme le Domaine de Nodris comme lieu fédérateur au service du Médoc, et s'appuie sur des objectifs d'accès aux pratiques artistiques. Elle a également fédéré les partenaires du projet - l'Iddac sur le plan technique, ainsi que la Manufacture médocaine et la Maison du Tourisme et des Vins de Pauillac pour l'événement public.



650 scolaires

DU TERRITOIRE ACCUEILLIS
SUR SITE

2 collèges

5 écoles

2 centres

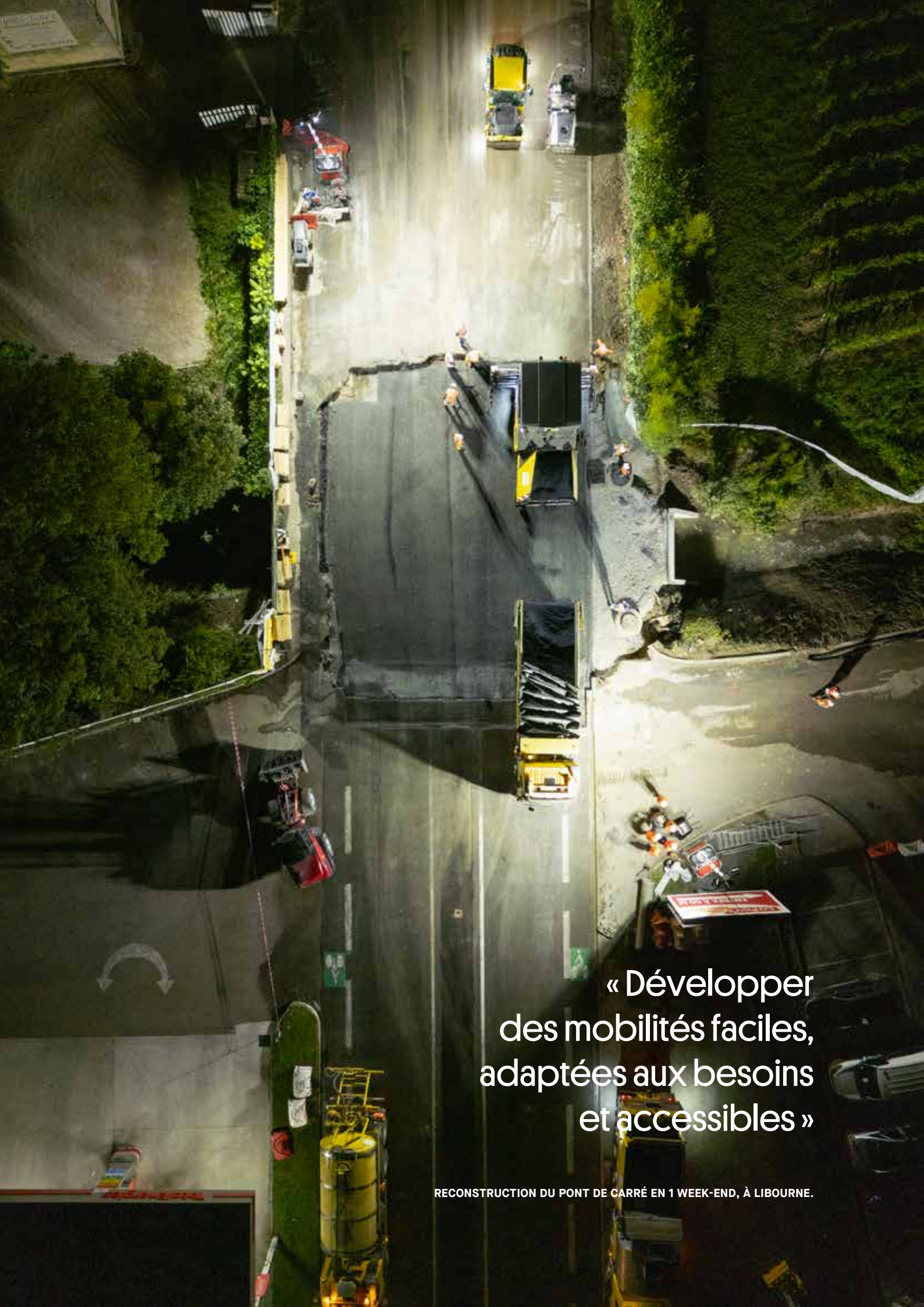
DE LOISIRS

La Maison de Grave développe l'accueil de scolaires

En 2025, l'accueil des scolaires pour des actions engagées d'éducation à l'environnement et de sensibilisation aux risques a franchi un cap. Écoliers et collégiens ont participé à des sorties nature, des ateliers croisant Art et Environnement, et des séances de sensibilisation aux risques naturels.

Ces actions se sont appuyées sur une méthode transversale et partenariale pour répondre aux contraintes financières de la collectivité, développer des modes collaboratifs, permettre des secondes vies et des rebonds aux projets déjà initiés.

À titre d'exemple, un projet Arts et Sciences mené avec l'ONF et une artiste photographe a permis d'établir un premier inventaire botanique du site, entre forêt et littoral. Dans le cadre du partenariat liant la Maison de Grave et la Communauté de communes Médoc Atlantique pour la création de parcours d'éducation artistique et culturelle, l'action a été développée pour permettre à 60 collégiens de Soulac de suivre un programme de connaissance des espèces du territoire et de technique photographique.



« Développer
des mobilités faciles,
adaptées aux besoins
et accessibles »

RECONSTRUCTION DU PONT DE CARRÉ EN 1 WEEK-END, À LIBOURNE.



Se déplacer

Le Département veille sur un des réseaux routiers les plus vastes de France, ce qui fait de la mobilité un enjeu majeur d'inclusivité et d'équilibre en matière de déplacements et de désenclavement des territoires, tout en poursuivant l'objectif de minimiser l'impact environnemental.

Traversée par de multiples cours d'eau, la Gironde possède de nombreux ponts, qui constituent autant de possibilité de franchissements et de liberté de circuler entre les territoires. Entretenir ces axes prioritaires de communication est l'une des ambitions déployées par le Département, en concertation avec les politiques locales et les usages exprimés par les citoyens.

Le Département investit également dans le développement des mobilités douces, que ce soit pour améliorer le réseau de pistes cyclables, favoriser les cheminements pédestres, faciliter le franchissement de l'Estuaire ou participer à l'essor des transports en commun.

Ainsi, l'action du Département de la Gironde plaide en faveur de la sortie d'une polarisation par le centre et de tous les transports qui transitent par le cœur des villes, pour déployer des offres de proximité et adaptées aux besoins des populations et non pas l'inverse.



Le Plan Ponts départemental



État d'avancement



2 = EN COURS

95%

DES PONTS DE LA GIRONDE
ÉTAIENT CLASSIFIÉS EN BON
ÉTAT EN 2024.



Détails du projet

La géographie de la Gironde, où l'eau est très présente, impose un maillage fin de ponts afin d'**assurer la continuité et la liberté des déplacements**.

En 2025, malgré des contraintes budgétaires fortes, le Département déploie un **Plan ponts** afin de répondre à la préservation de son patrimoine, en **doublant le budget investissement et en augmentant le budget fonctionnement**.

L'objectif est d'assurer la sécurité quotidienne des usagers empruntant les nombreuses infrastructures routières, tout en limitant les fermetures de ponts et en minimisant la gêne à l'utilisateur.

Le Plan Ponts s'appuie sur le travail d'entretien des ponts mené par les agents de Maisons du département des infrastructures de mobilité (MDIM) sur tout le territoire : une inspection annuelle de chaque pont est réalisée, et des inspections détaillées **tous les 6 ans**.

Une **nouvelle critérisation** des ponts a été adoptée pour tenir compte de l'état de l'ouvrage d'art et des enjeux socio-économiques.

Il comporte un volet communication important afin de valoriser cette action :

- Création d'une page dédiée d'information sur le site gironde.fr/ponts,
- Réalisation de vidéos illustrant le travail d'entretien et de suivi de l'état des ponts par les agents des MDIM

Le plan pont a été l'occasion d'annoncer le lancement de deux concertations auprès de la population menées de mi-juin à mi-juillet, concernant l'avenir du pont du Rouergue à La Réole et le pont de St-Denis-de-Pile à Bonzac.

Le Plan Ponts comprend l'entretien courant, les visites annuelles, les inspections tous les 6 ans, et le suivi des ponts nécessitant une surveillance rapprochée. Des études environnementales et techniques préalables à des travaux plus structurels de reconstruction, confortement, réparation d'ouvrage sont ainsi en cours pour certains ponts.



Indicateurs clés

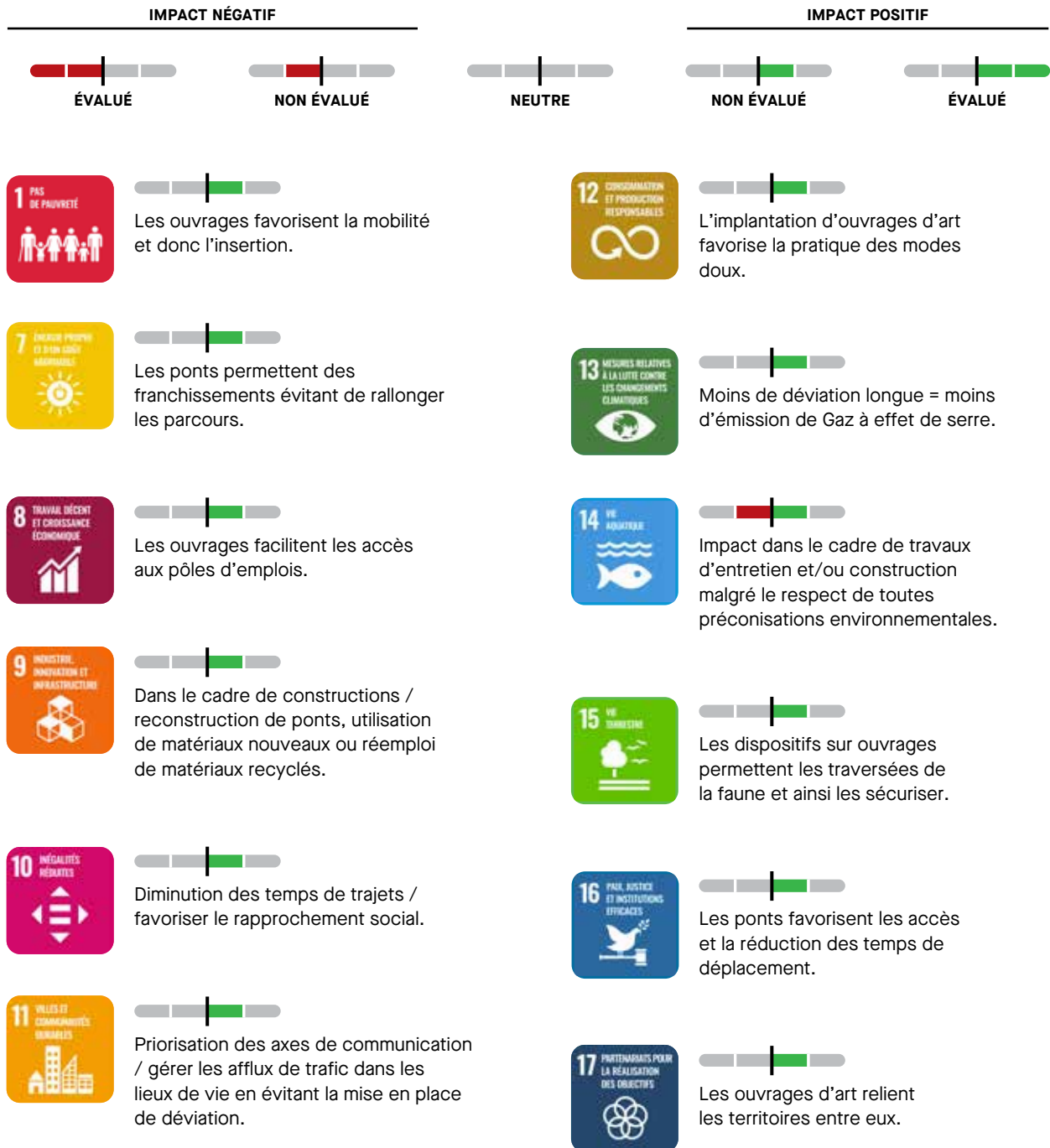
- **1 pont sur 10 en France serait à risque, soit 25 000 ponts**, souvent de petits ou très petits ouvrages essentiels aux déplacements quotidiens.
- La Gironde doit entretenir **1770 ponts** et **400 murs de soutènement**



Contributeurs

Les communes concernées lors des travaux sur les ponts.

Contribution 2025 aux 17 Objectifs de Développement Durable



Contribution aux enjeux de résilience territoriale

6. Limiter les besoins de déplacement



4 projets en direction des mobilités douces



518 164

VÉHICULES MOTORISÉS ET VÉLOS
TRANSPORTÉS

6 865

TRAVERSÉES RÉALISÉES
SUR LA LIGNE VERDON-ROYAN

4 564

TRAVERSÉES RÉALISÉES
SUR LA LIGNE BLAYE-LAMARQUE



AU TOTAL,

350 km

D'ITINÉRAIRES ONT ÉTÉ AMÉNAGÉS
EN 2025, APRÈS PLUSIEURS
ANNÉES DE TRAVAUX ENGAGÉS.

+ de 1 000 km

DE SENTIERS ENTRETENUS

2 437,5 h

D'INSERTION

Franchir l'estuaire tout au long de l'année

Les bacs de Gironde transportent des personnes et des véhicules en sécurité d'une rive à l'autre de l'estuaire de la Gironde. Avec 3 bateaux, deux lignes fonctionnent toute l'année : Verdon-Royan et Blaye-Lamarque.

Chiffres clés 2025 :

- 1 257 385 passagers, soit 1 041 391 sur la ligne Verdon-Royan (-0,5 %) et 215 994 sur la ligne Blaye-Lamarque (-5,2 %).
- Carte rechargeable 30 passages créée
- Le transport de véhicules motorisés est globalement en baisse de 1,3 % avec 352 295 véhicules acheminés sur la ligne Verdon-Royan (+0,3% pendant l'été, -1,9% hors période), et 82 462 sur la ligne Blaye-Lamarque.
- Hors années Covid-19, la ligne Blaye-Lamarque réalise en 2025 sa plus faible fréquentation en période mai-septembre de ces 9 dernières années.
- S'agissant des vélos, devenus payants (2€) en 2025, ils représentent 74 501 passages (+ 11 %) sur la ligne Verdon-Royan et 8 906 passages sur la ligne Blaye-Lamarque.

Aménagement et entretien des boucles de randonnée intercommunales

Le Département conduit la refonte des boucles locales de randonnée, en partenariat avec les communautés de communes (CdC), en finançant 100% des interventions. L'objectif est d'élargir les usages des sentiers, non plus au tourisme seul, mais également à la mobilité du quotidien, au sport, à la santé, à la sensibilisation à l'environnement.

La collectivité définit les itinéraires, négocie les conventions avec les propriétaires fonciers, établit un plan de jalonnement, puis réalise les travaux.

En 2025, ont été aménagées les 8 boucles de la CdC des Coteaux Bordelais (74 km), les 8 boucles de la CdC du Bazadais (56 km), ainsi que celles de la CdC Rurales Entre-deux-Mers (une vingtaine de boucles, soit 224 km).

Par ailleurs, le Département assure également l'aménagement et l'entretien des sentiers de grande randonnée (GR et GRP), voies jacquaires et chemins thématiques : maîtrise de la végétation, balisage, réparation des ouvrages d'art.

L'entretien est réalisé par des entreprises d'insertion. Quatre passerelles ont été totalement reconstruites, ainsi qu'un important linéaire permettant de traverser une zone humide au Teich.



8,3 km

**LINÉAIRES DE LIAISON CYCLABLE
SONT PROGRAMMÉS AU TOTAL.
REPORT À 2028 DES 2 TRANCHES
COMPLÉMENTAIRES.**

2,3 M€

**CO-FINANCÉS À HAUTEUR DE
25 % PAR L'ÉTAT ET 15 % PAR
LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE**

Liaison cyclable départementale entre Saint-Macaire et Castets-et-Castillon

La 1^{ère} tranche de cette liaison cyclable a été livrée. Elle assure la connexion entre deux sections de voie verte départementale, et complète ainsi l'itinéraire cyclable européen « La Scandibérique ».

Elle s'inscrit dans le cadre des aménagements du Schéma directeur des Itinéraires cyclables départementaux. En permettant une liaison sécurisée vers le Collège du Pian-sur-Garonne et la desserte des établissements scolaires de Langon, elle sécurise et favorise les déplacements quotidiens à vélo.

Les communes concernées et la Communauté de Communes du Sud-Gironde ont été étroitement associées aux différentes étapes, favorisant l'obtention des emprises foncières nécessaires.

Au vu de la sensibilité environnementale des secteurs traversés, le Département a défini des modalités spécifiques de travaux, pour éviter un maximum d'impact. De ce fait, les périodes de chantier sont réduites à l'automne et des contraintes fortes sont demandées aux entreprises intervenantes.



2 lignes

**CARS EXPRESS SUPPLÉMENTAIRES
AVEC UN CAR TOUTES LES**

15 min

EN HEURES DE POINTE

Contribution au Service express régional métropolitain

Le Département contribue activement au développement du service express régional métropolitain (SERM) dans ses volets ferroviaires et routiers.

Sur l'année 2025, le Département a collaboré aux travaux de modernisation sur la gare d'Arcachon et sur les lignes Libourne-Bordeaux, afin de proposer à terme une alternative crédible à la voiture individuelle sur cet axe, tout en augmentant la résilience des infrastructures.

La collectivité a également participé aux projets de car express et de pôles d'échanges multimodaux (PEM), avec la livraison d'un pôle d'échanges sur Querquillas, et le cofinancement des PEM de Beautiran et Cestas.

Enfin, le Département a co-accueilli la conférence des élus, pour les sensibiliser aux enjeux d'aménagement urbain lié au SERM.

Chiffres clés 2025 :

- 6 gares en Étude et/ou travaux pour accueillir plus de voyageurs
- 110 élus et techniciens de collectivités girondines sensibilisés aux enjeux d'aménagements urbains en lien avec une mobilité durable et résiliente



Faire Gironde citoyenne

Vivre ensemble 76

**Participer à la vie
démocratique 82**

Découvrir et apprendre 88



« Réunir autour
d'une vision
de territoire
en commun »

ATELIER SONORE
À LA RÉSIDENCE
AUTONOMIE
LOU SAUBONA,
À LA TESTE-DE-BUCH.



Vivre ensemble

À travers ses compétences et ses coopérations pour assurer les solidarités humaines et territoriales, le Département contribue à la justice sociale, à l'équité entre ville et campagne et à la mise en place d'actions concertées avec les citoyens.

Afin que cette équité s'applique aux plus fragiles, le Département s'est doté d'un nouveau Service public de l'autonomie, qui doit faciliter l'accès aux droits des personnes âgées ou en situation de handicap. Mais, pour répondre à leurs besoins spécifiques, la démarche inscrite dans ce plan est bien plus large. Elle accorde une place essentielle aux aidants, chevilles ouvrières de la mise en œuvre de l'autonomie, qui nécessitent un soutien adapté face à leur isolement et à leur recherche de solutions. Elle prend également en compte l'attractivité des métiers du prendre soin.

Vivre ensemble passe parfois par des gestes simples, que la collectivité soutient et relaie : jardiner, partager l'espace urbain, bouger, et inventer de nouvelles manières de réconcilier l'individu et le collectif, dans nos campagnes, dans nos quartiers, dans nos villes et villages, et dans la Métropole.



Gironde Autonomie, le service public départemental de l'autonomie



État d'avancement



2 = EN COURS



Détails du projet

Gironde Autonomie, le nouveau service public départemental de l'autonomie, est une démarche initiée par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie. Elle vise plusieurs objectifs :

- **Lutter contre l'entrée en dépendance et l'usure des personnes âgées, des personnes en situation de handicap et de leurs aidants**, en travaillant avec les acteurs locaux et institutionnels au repérage et à la prévention pour les personnes âgées, en situation de handicap et les aidants.
- **Faciliter l'accès à l'information**, par une mise en réseau, une montée en compétences et une meilleure lisibilité des différents lieux où vont les personnes concernées.
- **Faciliter l'accès aux droits** : les rendre plus simples et aller plus vite, voire anticiper les ruptures de parcours, en disposant de personnes formées et en nombre suffisant, tout au long du parcours des personnes.
- **Participer à l'attractivité** des métiers du prendre soin et de la fidélisation des personnes. Cette attractivité va constituer une mission à part entière de Gironde Autonomie.
- **Dénouer ensemble des situations complexes** qui appellent des réponses hybrides : sortir de la logique institutionnelle de la « répartition du public », pour trouver parfois d'autres solutions qui obligent à revoir nos principes d'intervention respectifs.

Avril 2026 : adoption du programme d'actions en conférence girondine de l'Autonomie, puis de mars à décembre, déclinaison opérationnelle des actions prioritaires de chaque mission.



Indicateurs clés

- **5 missions - 10 copilotes**
- **9 conseils territoriaux** pour adapter Gironde Autonomie sur les territoires de Pôles Territoriaux de Solidarité (PTS).
- **2 réunions annuelles** de la conférence girondine de l'Autonomie
- **1 première concertation** citoyenne, qui a rassemblé **43 participants**

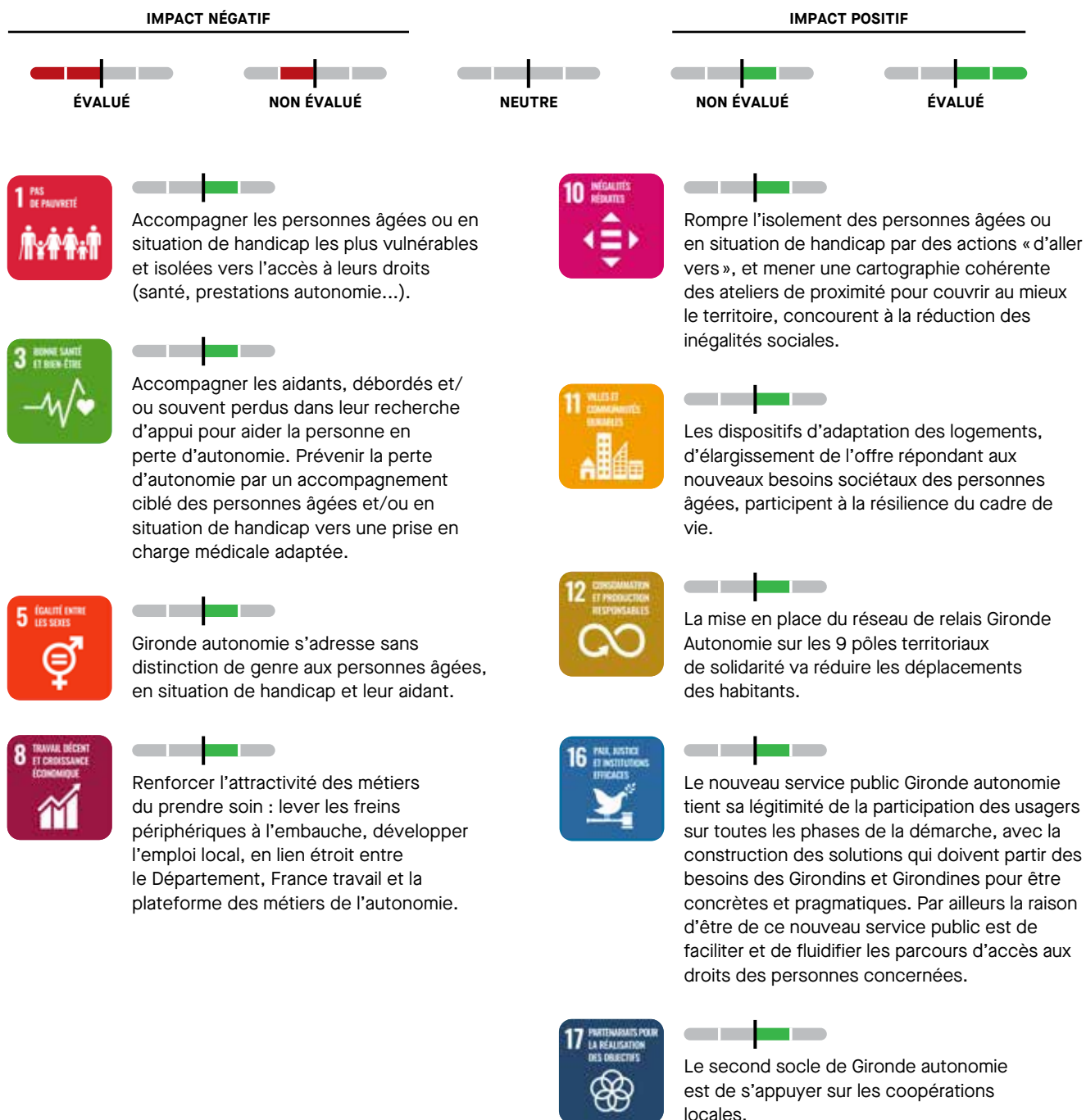


Contributeurs

De premier niveau : 35 membres de la Conférence girondine de l'autonomie : Département, ARS, Éducation Nationale, Service public de l'emploi, Préfecture, MDPH, Girondac, Associations des Maires de Gironde et des Maires ruraux de Gironde, Ville de Bordeaux, UDCCAS, CPAM, GironDac, CARSAT, MSA, Agirc Arrco, France Travail, CAF, CDCA, URPS pharmacie, médecins, infirmiers libéraux, fédérations des structures médico-sociales et d'aide à domicile, représentants des établissements de santé, Gérontopôle...

Partenaires associés aux groupes de travail : En plus des membres de la conférence girondine : Monalisa, CCAS – CLIC, Asept, Plateforme attractivité des métiers du lien, Contrats locaux de santé...

Contribution 2025 aux 17 Objectifs de Développement Durable



Contribution aux enjeux de résilience territoriale





5 projets favorables aux projets collectifs



648 participants

Sport adapté et inclusif

Les Journées Sport Ensemble, intégrées dans la démarche Gironde Inclusive, visent à faciliter l'accès à la pratique sportive des personnes en situation de handicap. Regroupés dans un village sportif, le Département, les communes hôtes et le tissu sportif local proposent une initiation à l'activité physique pour tous. Ces journées mettent en lumière les clubs labellisés « valides-handicapés pour une pratique sportive partagée ».

Les chiffres clés 2025 :

- 30 clubs partenaires, 3 comités sportifs départementaux
- 3 journées organisées à Macau, Cenon et Bazas



312 votes

EN LIGNE

La Gironde finaliste des Trophées idealCO

Ces trophées nationaux distinguent les « héroïnes et héros territoriaux », ces acteurs de terrain qui s'engagent pour le bien public et qui construisent ensemble le monde de demain.

Dans la catégorie « Solidarité », le Département est arrivé finaliste avec 312 votes en ligne, pour l'organisation de la semaine de lutte contre l'isolement des personnes âgées et des aidants. Lancée pour sa 1ère édition en 2024, cette semaine permet de sensibiliser le grand public à cette cause.

L'édition 2025 a rassemblé plus de 45 structures et généré 150 actions en faveur d'une prise de conscience de cet enjeu majeur de société.



3,2 M€

POUR SOUTENIR 141 PROJETS

Appui en ingénierie aux projets des collectivités

Le Département a poursuivi ses actions de conseil et de soutien aux projets des collectivités :

- Maintien d'une présence sur les territoires,
- Accompagnement au montage et au suivi de projet dans le cadre de dispositifs contractuels déployés par le Département (ex : Convention d'Aménagement de Bourg),
- Soutien à l'émergence et l'accompagnement de projets développés sur les territoires de missions,
- Co-pilotage du dispositif « Petite Ville de Demain » en lien avec les chefs de projets des territoires et en partenariat très étroit avec la Banque des territoires.

Les chiffres clés 2025 :

- 299 543 € pour soutenir 46 projets au titre des Missions Territoriales, dont : 14 projets dans le Médoc, 9 projets en Haute Gironde - Nord Libournais et 23 projets structurants en Pays Foyen.



8 ateliers collectifs

PROGRAMMÉS DE FÉVRIER
À DÉCEMBRE

Le jardin de Florestine au Grand Parc

La résidence Florestine au Grand Parc est un immeuble à usage mixte, qui abrite notamment 49 logements sociaux. Ses aménagements paysagers se sont passablement dégradés, et son parvis est déficitaire en végétation, se transformant en îlot de chaleur l'été.

Suite aux partenariats noués avec l'office Gironde Habitat et Bordeaux Métropole, un collectif de jardiniers constitué de personnels du Pôle territorial Bordeaux, de résidents de l'immeuble et d'usagers a été créé pour concevoir, réaliser et entretenir un jardin potager partagé, agrémenté de plantes ornementales.

Les objectifs poursuivis sont multiples :

- Améliorer le cadre de vie et promouvoir le bien-être physique et mental de tous grâce à la végétalisation
- Favoriser le contact créatif avec la nature, notamment pour les enfants
- Faire de l'entretien et de l'animation collective du jardin des supports d'activités d'utilité sociale, d'épanouissement personnel, de prévention et d'insertion
- Promouvoir le lien social et la cohésion à l'échelle du quartier
- Encourager la participation concrète du public cible à la conduite de la démarche.

Les chiffres clés 2025 :

- 9 bacs potagers installés
- 5000 € octroyés par l'Office Gironde Habitat
- Participation de 4 résidents et de 4 familles (parents & enfants)



18 à 25 participants

À CHAQUE REGROUPEMENT
DU CJPE.

3 JEUNES ÉTUDIANTS DU CJPE
ONT COLLABORÉ À LA FICHE
ENFANT SANTÉ PROTÉGÉE.

Le Conseil des Jeunes de la Protection de l'Enfance fête ses 5 ans

À l'occasion du lancement de la nouvelle mandature du Conseil des Jeunes de la Protection de l'Enfance (CJPE), de nombreuses opérations ont été menées toute l'année :

- Courrier nominatif adressé à chaque enfant ou jeune en situation de placement âgé de 8 à 21 ans
- Valorisation auprès des équipes encadrantes et éducatives concernées
- Comités de suivi du CJPE
- Promotion du CJPE lors d'évènement
- Le CJPE est également partie prenante du Conseil national de la Protection de l'Enfance, en la personne d'une jeune accompagnée à Paris un week-end tous les 3 mois pour la plénière du CNPE et des séances de travail.
- 3 rassemblements des membres du CJPE, avec la participation de la Présidente de l'ODPE et la Vice-Présidente du Département
- Accompagnement de 8 jeunes à la visite des assemblées nationales,



« Co-construire, évaluer
et transformer l'action publique
avec les premiers concernés »

CONSEIL DES JEUNES DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE.



Participer à la vie démocratique

L'époque que nous traversons nous rappelle l'importance d'être exigeants envers notre démocratie, c'est-à-dire apaiser, respecter le pluralisme, considérer les territoires, faire justice et œuvre de justesse, dans les mots et les actes pour que notre République reste la « chose de tous ».

À l'échelle d'un département, ce bien commun qu'est la démocratie s'exprime par la capacité des habitants à pouvoir faire entendre leur voix. Depuis plusieurs années, la Gironde a initié une démarche généralisée de coconstruction, convaincue que les idées et alternatives qui émergent du terrain portent en elles des réponses résilientes aux enjeux de vulnérabilité, aux crises potentielles et aux nécessaires transformations sociétales.

Notre « méthode girondine », qui corrèle l'action publique à l'expérience vécue par celles et ceux qui en bénéficient, ouvre le champ de la concertation dans tous les domaines impactant le quotidien des Girondines et des Girondins : santé, mobilité, travail, scolarité, accès aux droits, à la culture et au sport.



La concertation sur l'avenir du pont du Rouergue à La Réole



État d'avancement



4 = ABOUTI



Détails du projet

Le pont suspendu du Rouergue assure depuis près de deux siècles un lien essentiel de communication entre les deux rives de la Garonne, à La Réole. Face au vieillissement de cet ouvrage d'art emblématique, le Département avait décidé de le maintenir pour conserver ce dynamisme local, et s'était engagé à faire participer les habitants à la réflexion sur son avenir.

Ainsi, le Département a mené une **stratégie forte de concertation des usagers et riverains**, afin qu'ils puissent se prononcer :

- sur leurs attentes en termes de mobilités motorisées et mobilités douces concernant ce pont,
- sur la valeur patrimoniale de l'ouvrage, et les options techniques retenues.

La **concertation** s'est déroulée du 14 juin au 14 juillet 2025, avec au lancement, un stand du Département sur le marché de La Réole pour présenter les différentes hypothèses d'évolution du pont et leurs enjeux. La majorité des contributions a été apportée en ligne durant tout le mois, sur le site de participation citoyenne jeparticipe.gironde.fr

La concertation a dégagé un consensus important autour de l'**option de réhabilitation du pont**, auquel la population est très attachée, ainsi que de fortes attentes pour **rouvrir le pont aux déplacements motorisés**.

Ces éléments alimenteront le programme technique et fonctionnel de réhabilitation de l'ouvrage, avant le lancement de la consultation de conception - réalisation des travaux courant 2026. Le Département a d'ores et déjà acté une réhabilitation du pont en accord avec le souhait émis des habitants.



Indicateurs clés

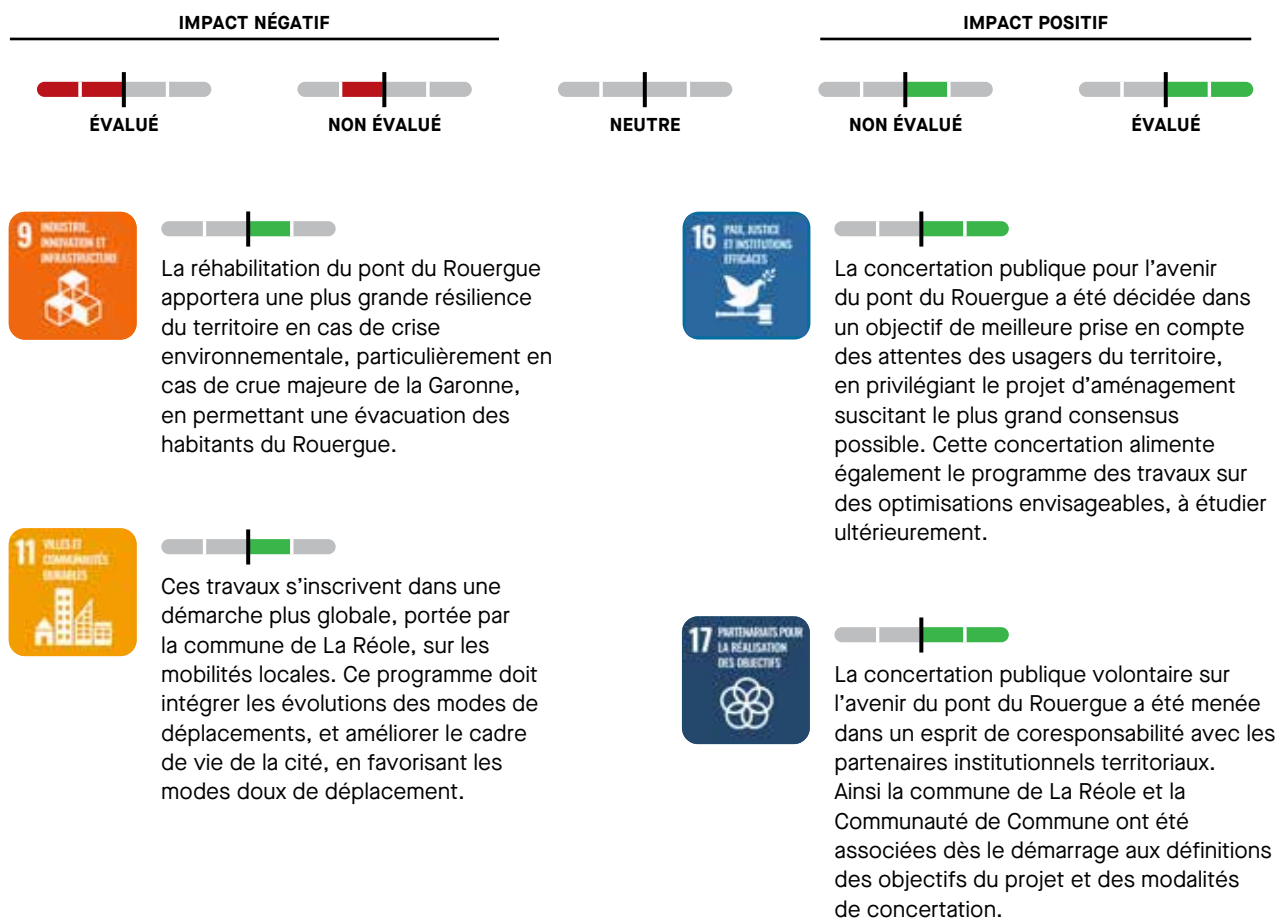
- Environ **150 personnes** rencontrées le 14 juin matin sur le marché de La Réole
- **180 contributions d'usagers** collectées, en ligne, sur le marché ou en mairie
- **80 personnes présentes pour la restitution** de la concertation le 16 décembre 2025



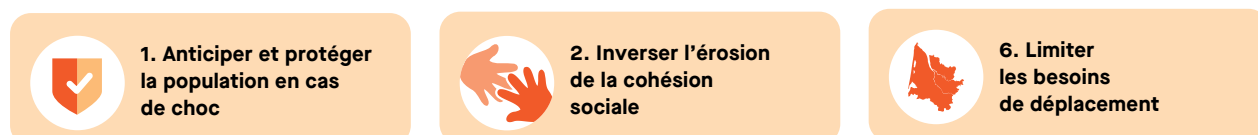
Contributeurs

Une implication forte des usagers locaux, à travers les médias officiels de concertation et les réseaux sociaux. La commune de La Réole et la Communauté de communauté du Réolais en Sud-Gironde, pour la définition du projet en accord avec leurs politiques locales de mobilité.

Contribution 2025 aux 17 Objectifs de Développement Durable



Contribution aux enjeux de résilience territoriale





5 projets pour promouvoir l'engagement citoyen



40 participants
(CITOYENS, ÉLUS, AGENTS)
MOBILISÉS POUR CO-CONSTRUIRE
LE RÈGLEMENT

Le Dispositif d'interpellation local et citoyen, révélateur de signaux faibles

Grâce au Dispositif d'interpellation local et citoyen (DILC), les Girondins peuvent adresser des interpellations collectives au Département sur des sujets d'intérêt général relevant de ses compétences. Cette initiative est directement issue des travaux de la Grande Cause départementale 2022 sur la participation citoyenne.

Les demandes recevables sont soumises au vote des Girondines et Girondins, portées à la connaissance des élus et agents et discutées selon un processus gradué en fonction du nombre de soutiens recueillis. L'ambition est de renforcer la transparence, la confiance et l'équité dans la prise en compte des propositions citoyennes.

En 2025, une évaluation menée par le Département, et appuyée par l'Institut Alinsky, indique que « le DILC est un outil révélateur de signaux faibles et utiles pour ajuster les politiques publiques. Il doit être amélioré pour gagner en lisibilité et en impact. »

Les chiffres clés 2025 :

- 12 interpellations déposées sur jeparticipe.gironde.fr
- 4 interpellations ont atteint le seuil des 66 soutiens
- 452 votes et 335 participants



Relance de l'open data départementale

La démarche Open Data a été ravivée début 2025 dans le cadre de la stratégie « Data » du département. Cette démarche vise une publication progressive des jeux de données sur data.gouv.fr, plateforme nationale de référence de l'Open Data, avant de déployer une plateforme de diffusion en lien étroit avec le nouveau site gironde.fr.

À quoi sert l'open data ?

À mettre à disposition de façon libre et gratuite les données publiques afin d'améliorer l'efficacité des administrations, de stimuler l'innovation, de renforcer la transparence de l'action publique. Elle favorise également l'engagement des citoyens en fournissant les moyens d'analyser les informations qui les concernent.

Enfin, l'accès aux données incite à l'optimisation des services publics mais aussi à la collaboration et au partage entre administrations et organisations.



30 panélistes

RECRUTÉS

10 ateliers

1 cahier

DE RECOMMANDATION REMIS
PERSONNELLEMENT PAR
DES PANÉLISTES AU PRÉSIDENT

Panel citoyen sur les mobilités durables

Le rôle clé de la mobilité dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, dans les différents territoires de la Gironde, qu'ils soient métropolitains, périurbains, ruraux ou encore littoraux, demande des solutions innovantes et inclusives, favorisant des modes de transport alternatifs à la voiture individuelle.

C'est dans ce contexte que la collectivité a mobilisé un panel citoyen.

Pendant plusieurs mois, les citoyens et citoyennes ont été invités à réfléchir et à formuler des recommandations pour des mobilités plus vertueuses, solidaires et résilientes qu'ils ont fournies au Département via la rédaction d'un avis citoyen. Cet avis nourrira le Schéma des mobilités réalisé en interne en 2026-2027.



Forum sur l'engagement citoyen

Le Pôle territorial Solidarité Porte du Médoc a réuni un grand nombre d'acteurs de l'Economie sociale et solidaire (ESS), en organisant un Forum sur l'engagement citoyen.



Grâce à la mobilisation des structures concernées de l'ESS, le public a pu découvrir les ressources et les partenaires associatifs du territoire, qui proposent des offres d'accompagnement pour les plus vulnérables, notamment les allocataires du RSA. L'enjeu de proposer des ressources externes au Département, est de permettre aux allocataires accompagnés de lutter contre l'isolement en engageant un cercle vertueux qui potentiellement mène à terme vers une sortie du dispositif.

Les chiffres clés 2025 :

- 50 partenaires et agents concernés, une centaine de visiteurs.
- De nombreuses structures présentes : OASIS, LPO, recyclerie Axolotl, MJC, CRESS, centres sociaux...



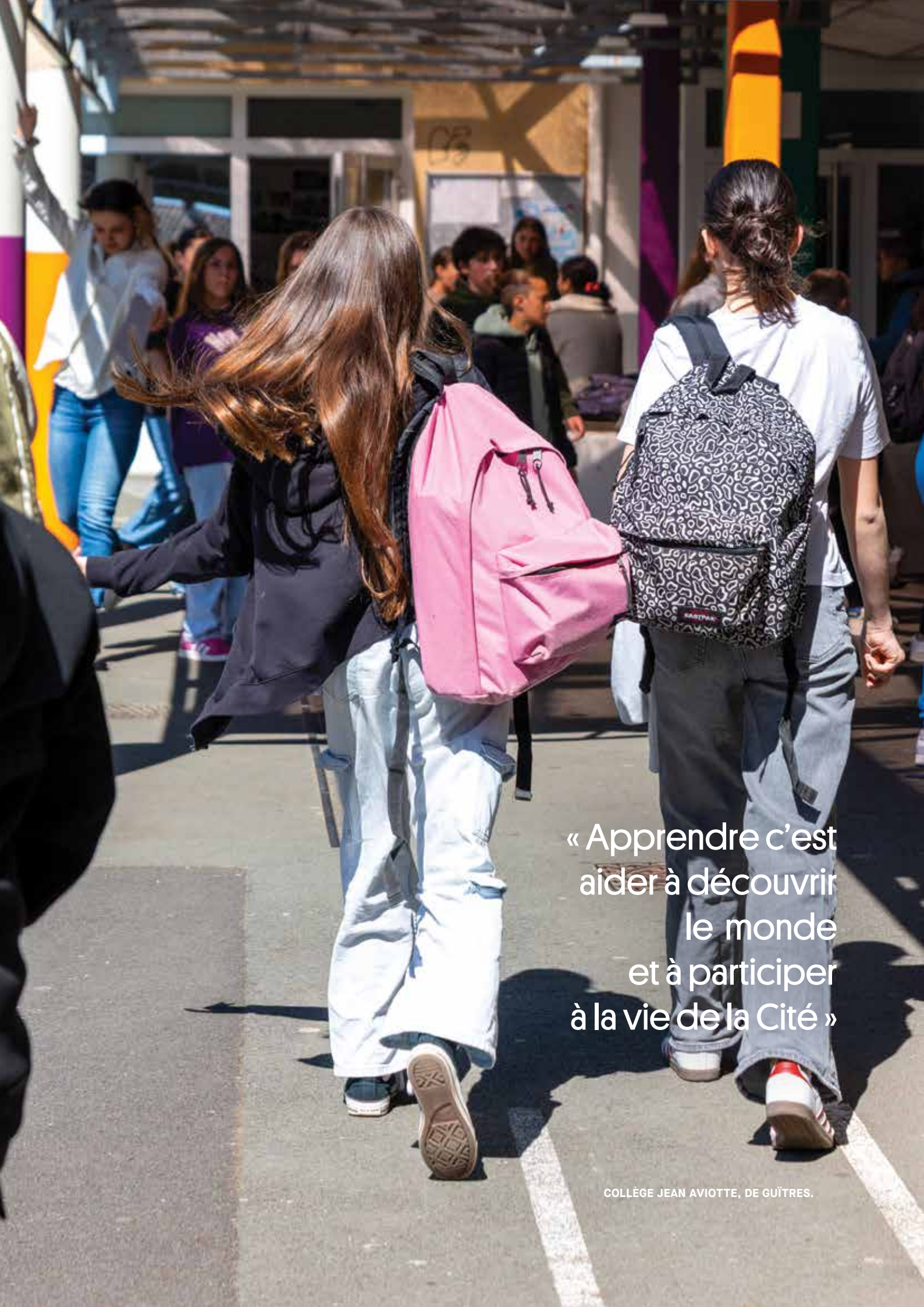
jeparticipe. gironde.fr

UNE PLATEFORME DE
CONCERTATION CITOYENNE
ACTIVE

Les participations citoyennes

6 projets ont été soumis en 2025 à la concertation des Girondines et des Girondins, via la plateforme en ligne jeparticipe.gironde.fr :

- La **17^e édition des Trophées Agenda 21**, afin d'inciter les citoyens, associations et structures de l'ESS à présenter leurs projets d'entraide des territoires. 41 contributions, + de 9000 votes et 3340 votants.
- **L'avenir du pont du Rouergue à La Réole**, pour que les habitants et professionnels de La Réole et les usagers de l'ouvrage se prononcent sur les scénarios proposés. 121 contributions, 120 participants
- **Simplifier les courriers administratifs** : possibilité de s'inscrire aux ateliers dans les territoires
- **Un nouveau pont entre Saint-Denis-de-Pile et Bonzac** : partager les solutions de reconstruction envisagées, avec les riverains et usagers. 10 contributions, 10 participants
- **Service public départemental de l'autonomie** : inscriptions aux ateliers citoyens pour définir l'identité de ce nouveau service girondin.
- **Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement** : les citoyens sont invités à donner leur avis pour prévenir et réduire les effets du bruit créés par le réseau routier départemental. 10 contributions, 10 participants



« Apprendre c'est
aider à découvrir
le monde
et à participer
à la vie de la Cité »



Découvrir et apprendre

En plus d'assurer la construction, la rénovation et l'entretien des collèges, le Département œuvre à fournir les meilleures conditions d'apprentissage et d'émancipation aux collégiennes et collégiens en leur permettant de vivre des temps scolaires et extrascolaires qui font le lien entre leur parcours d'élève et de citoyen.

De plus, en mutualisant les équipements des collèges afin qu'ils profitent aux activités locales (clubs sportifs, associations...), le Département en fait un véritable lieu de cohésion sociale, mais aussi un laboratoire vivant de prise de conscience environnementale. Dans les établissements construits ou rénovés par la collectivité, les élèves expérimentent au quotidien la notion de bâtiment frugal, d'énergie décarbonée, de lutte contre les îlots de chaleur, d'utilisation raisonnée des ressources.

En dehors des parcours scolaires, le Département favorise l'accès à la culture, à la lecture, aux apprentissages artistiques, comme autant d'occasions d'élargir ses horizons, d'imaginer, de rêver, de grandir.

Découvrir et apprendre en Gironde, c'est donner les moyens à chacun d'exercer sa citoyenneté démocratique et sociale, à tous les âges.



Plan collèges



États d'avancements



3 = EN COURS D'ANALYSE
(COLLÈGES DE COUTRAS)



4 = ABOUTI
(COLLÈGES DE BLANQUEFORT,
LUSSAC, PAREMPUYRE
ET MONTUSSAN)

546

MILLIONS D'EUROS SONT
CONSCRÉS AU PLAN
COLLÈGES



Détails du projet

Face à l'importante croissance démographique girondine, le Département a lancé dès 2017 le Plan collèges.

Dans cet investissement très important du Département, les travaux de rénovation ou de construction répondent à des **enjeux environnementaux et sociaux forts** :

- Des collèges plus économes en énergie et en eau
- Une part d'énergies décarbonées plus importante
- Une empreinte carbone/m² réduite
- + 9 000 heures d'insertion environ par chantier.

L'année 2025 a été marquée par :

- La pose de la première pierre de la rénovation complète du collège Henri de Navarre à Coutras.
- La fin des travaux et l'inauguration de 3 collèges restructurés : Emmanuel Dupaty à Blanquefort, Lucie Aubrac à Lussac et le collège de Parempuyre.
- La fin des travaux et l'inauguration du collège neuf de Montussan.

En 2026, le plan collèges se poursuit avec la fin de la rénovation du collège de Coutras, la fin des travaux et l'ouverture du collège du Taillan-Médoc.



Indicateurs clés

- **38,6 M€ pour Blanquefort**, effectif cible 800 collégiens
- **16,4 M€ pour Lussac**, effectif cible 400 collégiens
- **29,6 M€ pour Parempuyre**, effectif cible 700 collégiens
- **34,4 M€ pour Montussan**, effectif cible 800 collégiens
- **37,1 M€ pour Coutras**, effectif cible 800 collégiens



Contributeurs

- Les communes et EPCI des lieux d'implantation des collèges
- L'Éducation nationale
- Les entreprises du secteur du bâtiment, dont plusieurs acteurs de l'ESS pour le réemploi de matériaux de construction (Cancan) et le réemploi de mobilier (Valdelia, AIMA et Aquitaine Occasions).

Contribution aux enjeux de résilience territoriale



1. Anticiper et protéger la population en cas de choc



2. Inverser l'érosion de la cohésion sociale



5. Gérer la transition vers une économie post-carbone et résiliente



6. Limiter les besoins de déplacement

Contribution 2025 aux 17 Objectifs de Développement Durable





4 projets dédiés à la connaissance et à la culture



4 000 scolaires

ACCUEILLIS

5 000 visiteurs

TOURISTIQUES

ORGANISATION DES JOURNÉES
EUROPÉENNES DE L'ARCHÉOLOGIE
ET DES JOURNÉES EUROPÉENNES
DU PATRIMOINE.

Rayonnement du domaine de Plassac

Un nouveau Projet Scientifique Culturel et Éducatif a été adopté en 2025 pour le domaine archéologique départemental de Plassac. Il a pour objectif de renouveler sans cesse les contenus proposés sur ce site afin d'attirer régulièrement les populations locales, les scolaires, les étudiants et chercheurs et le grand public.

Ce programme vise à faire de cet équipement patrimonial fort un point d'appui touristique important en lien avec le territoire de la Haute Gironde. Il devrait devenir à terme un lieu à rayonnement culturel et scientifique régional, national, voire international.

Il est mis en œuvre de 2025 à 2029, à l'appui d'une convention d'objectifs signée avec la DRAC et l'Université Bordeaux-Montaigne, et permettra d'approfondir les connaissances scientifiques sur ce site historique grâce au travail des chercheurs et archéologues mobilisés.



**LES 230 BIBLIOTHÈQUES
DU RÉSEAU BIBLIO.GIRONDE
ENREGISTRENT**

+ de 1,5 million

d'entrées

PAR AN

35

bibliothèques

SONT LABÉLISÉES « ICI BÉBÉ LIT »

Schéma départemental de développement de la lecture publique 2025-2029

Adoptée en juin 2025 après une large concertation menée avec le réseau partenaire de biblio.gironde, la nouvelle feuille de route de la bibliothèque départementale fixe 7 axes pour 2025-2029.

1. aider les territoires de Gironde à développer des politiques de lecture publique,
2. accompagner les actions autour du livre portées par d'autres services, vers les publics éloignés de l'offre culturelle,
3. accroître la maîtrise des usages numériques,
4. soutenir la montée en compétences des bibliothécaires du réseau partenaire et des agents du Département,
5. étendre les propositions pour l'appui aux auteurs et aux artistes,
6. sensibiliser les bibliothécaires aux enjeux environnementaux,
7. renforcer la notoriété des bibliothèques de Gironde et de biblio.gironde.

Actions 2025 en lien avec ce Schéma :

- La « Quinzaine du Numérique en Bibliothèque » sur le thème « Papiers Machines » : 62 bibliothèques, 194 animations, plus de 1600 participants,
- « Lire, élire » : 50 bibliothèques, 2 100 enfants et adultes inscrits, 5 rencontres-lectures scénarisées, 48 représentations théâtrales,
- 48 sessions de formations en direction du réseau partenaire.



80 ateliers

1500 participants

LaBase, au service des transformations publiques

LaBase, le laboratoire d'innovation publique territoriale du Département, propose chaque trimestre une offre d'ateliers aux agentes et agents, ainsi qu'aux autres communautés et acteurs locaux. Transversal et coconstruit, il est ouvert à toutes et à tous sur inscription, avec l'ambition de faire évoluer les pratiques professionnelles — individuelles comme collectives — au service des transformations publiques.

Riche et diversifié, ce programme favorise une montée en compétences afin de :

- Mieux comprendre les enjeux environnementaux, sociaux et démocratiques, pour passer à l'action
- S'équiper en découvrant des outils et des méthodes, au service des coopérations et des projets de transformation
- S'inspirer mutuellement et s'entraider entre acteurs du territoire.



2 œuvres créées

> L'AVENTURE DE COLINE GAULOT AU COLLÈGE PHILIPPE MADRELLE À MARSAS

> FIGURES TOPOLOGIQUES ET FIGURES GÉOMÉTRIQUES DE BEVIS MARTIN ET CHARLIE YOULE AU COLLÈGE JACQUES ELLUL À BORDEAUX.

Collégiens et culture : poursuite du programme 1 % artistique

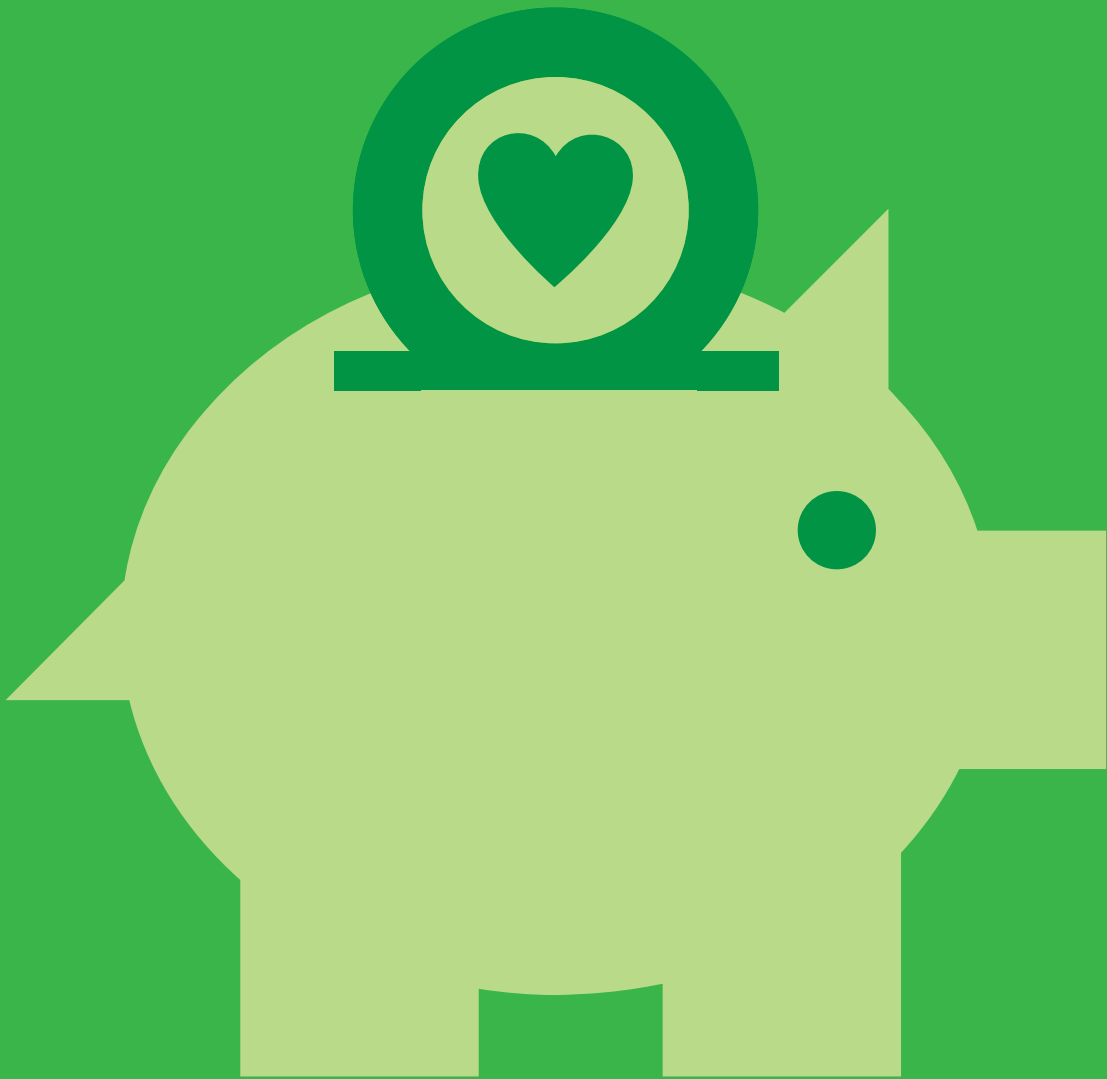
Dans le cadre du dispositif du 1 % artistique « Une œuvre – un collège », deux œuvres ont été créées en 2025, et 4 autres restaurées.

Ce programme poursuit plusieurs objectifs pédagogiques :

- lutter contre les déterminismes sociaux et territoriaux,
- construire la citoyenneté et l'ouverture au monde,
- transformer des jeunes par l'art et la culture,
- soutenir et rémunérer des artistes-auteurs.

4 œuvres restaurées :

- « Trilogie », sculpture en pierre de Daniel Monnier au collège Lucie Aubrac de Lussac,
- « Sans titre », panneaux décoratifs de François Cante Pacos au collège Noes à Pessac,
- « Sans titre » et « Signal », sculptures de Fumio Otani au collège La Garosse à Saint-André-de-Cubzac.



Faire Gironde responsable et résiliente

Finances et achats responsables	96
Ressources humaines	102
Transition écologique	108
Proximité usagers	114



« Garantir les solidarités
implique aussi des finances
stables et des achats
responsables. »



Finances et achats responsables

Entre résilience, repli et tensions, si la contrainte financière nous oblige, le véritable enjeu réside dans l'ampleur des économies à réaliser, certes, mais aussi dans la manière dont elles seront mises en œuvre pour s'assurer qu'elles soient justes. Par ailleurs, le Département expérimente la recherche de nouvelles recettes ou de baisses de dépenses, telles que le mécénat, les économies d'échelle liées à l'utilisation de ressources internes, le déploiement d'outils digitaux.

Face à ces impératifs, c'est la transformation qui s'impose, avec un investissement en responsabilité dans des projets durables. La création d'une Inspection générale des services marque un changement dans le pilotage de l'action publique, et dans son évaluation à atteindre les ambitions fixées par la collectivité.

Par ces efforts, il s'agit de mobiliser tous les possibles du territoire pour renforcer notre capacité collective à assurer le bon fonctionnement de la démocratie, le dynamisme de l'économie locale et les conditions d'une société inclusive. Cette coopération, c'est ce que nous appelons faire Gironde.



Le Schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER)



État d'avancement



4 = ABOUTI

79 130
heures

D'INSERTION RÉALISÉES



Détails du projet

Le Schéma de Promotion des Achats publics Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER) fixe les objectifs de la politique du Département en termes d'achats durables.

Dans son édition 2021-2025, il visait à :

- **Systématiser les achats « compatibles »** avec les considérations environnementales et sociales
- **S'engager** dans une démarche collective et responsable
- **Mesurer, évaluer et rendre compte** de l'impact sociétal et environnemental.

En 2025, l'objectif a été d'intégrer 100% de considérations environnementales et 30 % de considérations sociales dans l'ensemble des marchés supérieurs à 90 000 €.

Une nouvelle version de ce document, obligatoire pour les donneurs d'ordre publics ayant un volume d'achats annuel supérieur ou égal à 50 millions d'euros, sera votée en juin 2026.

Cette nouvelle version 2026-2029 du schéma prendra en compte les nouvelles obligations législatives et réglementaires (notamment les lois AGECE et Climat & Résilience). Une réflexion coconstruite sera menée, y compris avec d'autres départements, pour limiter les impacts de la commande publique sur le changement climatique.



Indicateurs clés

- **14 % de marchés avec considérations sociales** (pour un objectif de 30 %)
- **95 % de marchés avec considérations environnementales** (pour un objectif de 100 %)



Contributeurs

Association 3AR, Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire, INAE, Chambre de commerce et d'industrie, Fédérations professionnelles, Chambre de métiers et de l'artisanat.

Contribution 2025 aux 17 Objectifs de Développement Durable



Contribution aux enjeux de résilience territoriale

2. Inverser l'érosion de la cohésion sociale

5. Gérer la transition vers une économie post-carbone et résiliente



5 projets porteurs d'amélioration



13 octobre
2025 :

DÉLIBÉRATION EN
PLÉNIÈRE DÉFINISSANT
DES MISSIONS
ET CONDITIONS
D'INTERVENTION DE
L'IGS ET DU COMITÉ
D'AUDIT ET DE MAÎTRISE
DES RISQUES

Déploiement de l'Inspection Générale des Services



Au regard des missions et des politiques publiques que porte notre collectivité, et dans un contexte de forte exposition aux menaces de toutes natures, le Département s'est doté :

- D'une Inspection générale des services (IGS), direction pilote de l'objectif global et collectif de maîtrise des risques, créée le 1er juillet 2025,
- D'un Comité d'audit et de maîtrise des risques, clé de voute du système de gouvernance.

Ces deux nouvelles entités doivent :

- Sécuriser l'action des élus, des services et des agents et atteindre les ambitions fixées par la collectivité,
- Renforcer la qualité du service public et des modes d'intervention de la Gironde,
- Assurer la pérennité de la démarche dans une volonté d'amélioration continue,
- Homogénéiser les pratiques pour contenir et traiter les risques de manière uniforme,
- Diffuser une culture de l'évaluation de l'action du Département.

L'IGS est compétente auprès de l'ensemble des directions de la collectivité, et des tiers qui sont rattachés ou qui bénéficient de concours financiers du Département.

L'année 2025 était axée autour de 3 chantiers : composer l'IGS (recrutements, formations, cohésion), créer les outils (chartes, processus), faire connaître son existence et ses missions..



La
philanthropie
girondine



373 803 €
de soutiens
perçus

(VS 207 600 € EN 2024)

Le mécénat de proximité, pour mieux répondre à nos enjeux et à nos ambitions

Le Département a souhaité se doter d'une mission de mécénat appelée «Philanthropie et Partenariats privés» afin de tisser des partenariats solides et durables avec les différents acteurs ayant à cœur de prendre part à la coresponsabilité territoriale et sociétale de notre Gironde.

Cette coopération entre le secteur public et privé mobilise des compétences, des ressources et des expertises complémentaires pour atteindre notre objectif commun : faire de la Gironde une terre de liens.

Cette philanthropie de proximité s'engage en faveur :

- de l'accès aux soins, à la culture et aux droits sociaux,
- de l'épanouissement et de l'apprentissage des jeunes,
- de la protection de l'enfance,
- des transformations environnementales,
- des solidarités humaines.

Chiffres clés 2025 :

- 945 203 € d'engagements pluriannuels depuis janvier 2024, dont 548 303 € en 2025
- 20 donateurs et partenaires
- 26 engagements



GAIN ANNUEL ESTIMÉ :

120 à
150 000 €

NET SUR UN
TERRITOIRE COMME
LA HAUTE GIRONDE.

Internalisation de transports pour les enfants confiés à l'ASE

Le territoire de la Haute Gironde a testé un dispositif d'internalisation des déplacements quotidiens des enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE), en lieu et place des prestations « Taxi ».

Cette initiative innovante vise à améliorer la qualité du service, renforcer la sécurité et générer des économies substantielles, puisque les déplacements ont été effectués par des chauffeurs qui assurent d'autres trajets type messagerie et « Bus en + ».

Il permet aussi de recentrer les professionnels sur leurs missions éducatives, de réduire les délais d'intervention et de favoriser les rencontres parents-enfants pour préparer les sorties du dispositif. Enfin, cette expérimentation contribue à éviter que des enfants soient contraints d'accompagner d'autres enfants lors des trajets. Le dispositif VTC va être pérennisé en 2026 pour les déplacements les plus coûteux.

Les chiffres clés 2025 :

- 253 missions réalisées
- De février à juillet : coût moyen 70 à 80 € par jour
- Gain net de 60 000 € à 75 000 € pour un seul chauffeur



440 000 €
399 dossiers

TRAITÉS DEPUIS LE 15 SEPTEMBRE

La nouvelle plateforme Gironde Partenaire

Le Département a mis en place une plateforme unique de dépôts et de traitement des subventions, à destination des porteurs de projets girondins sollicitant l'aide de la collectivité.

Ce nouveau portail doit :

- Améliorer et simplifier la relation avec les usagers.
- Sécuriser juridiquement et financièrement la relation aux partenaires.
- Renforcer l'aide à la décision, le contrôle et le pilotage de l'action départementale.
- Faciliter l'articulation central / territoires et la transversalité des politiques publiques.
- Dématérialiser de bout en bout l'instruction et la gestion administrative des demandes.

Il fournit au Département une visibilité à 360° de son intervention auprès des partenaires sur les territoires.



L'Intelligence Artificielle pour moderniser l'action publique



En mettant à profit les technologies d'Intelligence Artificielle et la valorisation des données, le Département vise à renforcer son efficacité, moderniser ses méthodes et se doter des outils nécessaires pour proposer des services publics simplifiés, fiables et adaptés aux citoyens. Par l'instauration d'un cadre de confiance éthique et responsable autour de l'IA, le Département s'engage à faire de l'intelligence artificielle un outil au service des agents, des usagers et des politiques publiques.

Pour que l'IA soit utilisée en conscience et efficacement, le Département souhaite :

- Former les agents,
- Créer un portail dédié,
- Encourager le partage de bonnes pratiques,
- Informer sur les règles à respecter (comme le RGPD),
- Expliquer comment l'IA fonctionne, son impact sur l'environnement et en quoi elle complète — sans remplacer — les compétences humaines.

Un plan d'action est en cours d'élaboration pour les années 2026 à 2028 : ateliers, formations, nouveaux outils, tests sur des métiers clés, puis déploiement progressif.

« Prendre soin de chaque
agente et agent
du Département »

« Tisser un lien
entre les
passagers et
l'équipage. »



« Faire découvrir
et comprendre
nos relations
avec la
nature. »



Ressources humaines

Notre collectivité doit adopter une politique volontariste en matière de réduction de la masse salariale.

Pour la piloter, la Direction des Ressources Humaines pourra s'appuyer sur de nouveaux outils digitaux d'aide à la décision et à la gestion des carrières. Un mode de gouvernance renouvelée sera garant du lien à établir entre la trajectoire pluriannuelle de diminution d'effectif et l'adaptation structurelle de l'activité et de l'organisation.

Malgré ces efforts, nous tenons à ce que chaque direction du Département de la Gironde crée les conditions de l'application de ces adaptations à partir des réalités budgétaires, certes, mais aussi en appliquant les valeurs et les principes auxquels nous sommes attachés.

Attention portée au bien-être de nos agents, partage de l'information, considération de l'expertise d'usage et possibilité de prendre toute sa part au projet collectif sont les maîtres mots de notre politique de ressources humaines conçue comme un prolongement de l'exercice citoyen au sein du quotidien professionnel.



La stratégie de réduction de la masse salariale



État d'avancement



2 = EN COURS



Fin 2025, réduction de 255 agents en 2025 et fermeture de 180 postes



Détails du projet

Le pilotage des dépenses des Ressources Humaines repose en premier lieu sur la **maîtrise de la masse salariale**, à travers une **régulation des effectifs** et un **dialogue de gestion** entre la Direction des Ressources Humaines et chaque Direction Générale Adjointe. Il a également pour objectif de faire évoluer les pratiques sur le process de recrutement, tout en garantissant une liberté de choix d'action selon le principe de libre administration.

La Direction des Ressources Humaines (DRH) va bénéficier d'outils informatiques modernisés avec le déploiement de **deux nouveaux socles de Système d'Information des Ressources Humaines (SIRH)**. Le premier couvre la gestion des carrières et de la paie via la solution Astre RH, dont la mise en production est prévue au 1er janvier 2026. Le second socle, porté par la solution Inser, concerne la gestion des recrutements et mobilités internes, la formation, les fiches de poste et les entretiens professionnels, avec des mises en production prévues fin 2025 et début 2026.

Dans le cadre du **Plan de Retour à l'Équilibre**, l'année 2026 devra faire l'objet d'un effort de même ampleur en termes d'effectif. Le mode de gouvernance évolue toutefois afin de consolider le lien entre la trajectoire pluriannuelle de réduction d'effectif et l'adaptation structurelle de l'activité et de l'organisation.

La DRH va être notamment en charge de **piloter finement la stratégie de réduction d'effectif** tout en prenant une part active à la coordination des réorganisations, aidée en cela par l'acquisition début 2026 d'un nouveau logiciel de pilotage des effectifs et de la masse salariale (MANTY).



Indicateurs clés

- Une **enveloppe fermée de 300 M€** pour l'ensemble des dépenses de la DRH a été fixée pour l'année 2025. La part dédiée strictement à la masse salariale est de 295 M€ (hors Assistants Familiaux et hors budgets annexes) pour **5 782 agents** au 31 décembre 2024.
- Chaque Direction générale adjointe s'est vu allouer une enveloppe de masse salariale au prorata des effectifs au 1^{er} janvier 2025.

Contribution 2025 aux 17 Objectifs de Développement Durable

IMPACT NÉGATIF



ÉVALUÉ



NON ÉVALUÉ



NEUTRE

IMPACT POSITIF



NON ÉVALUÉ



ÉVALUÉ



Ces orientations budgétaires se traduisent par des révisions de niveaux de service, dont certaines peuvent fragiliser la continuité, la qualité et l'accessibilité des services départementaux rendus aux publics les plus vulnérables.



La maîtrise de la masse salariale et la réduction des effectifs entraînent une baisse directe de l'emploi public local, en particulier dans les secteurs sociaux. Cela fragilise l'emploi indirect, en impactant les associations et partenaires dépendant des financements et de l'activité départementale.



La réduction des effectifs au Département s'accompagne d'une réflexion sur la présence territoriale, dont la diminution pourrait fragiliser sa capacité à mettre en œuvre des politiques sociales de proximité en direction des publics les plus vulnérables.



La forte maîtrise de la masse salariale et la réduction des effectifs dégradent l'accessibilité, la qualité et la continuité des services publics départementaux, en particulier pour les publics les plus dépendants. Elles limitent les capacités d'animation territoriale, de concertation et de transparence, réduisant ainsi la participation citoyenne aux décisions publiques.



Contribution aux enjeux de résilience territoriale



1. Anticiper et protéger la population en cas de choc



2 projets en prise avec le quotidien des agents



291 agents
ont répondu
à l'enquête

Sensibilisation et communication sur les aidants

Une campagne de communication spécifique a eu pour but de sensibiliser au rôle et au statut des aidants, de les informer sur les dispositifs disponibles. Les personnes qui prennent soin de leurs proches, âgés ou handicapés, sont bien souvent invisibles. Le Département souhaitait leur montrer qu'un soutien est possible, et qu'elles ne doivent pas rester isolées.

Le plan de communication a multiplié les supports, afin de toucher le plus grand nombre : 2 vidéos pour mettre en avant les actions du quotidien, Affichage, réseaux sociaux...

Ces actions grand public ont été complétées par une Conférence organisée par le journal Sud-Ouest, accueillie dans nos locaux.

Une enquête interne a par ailleurs été menée auprès des agents, afin de connaître le nombre de salariés concernés par cette situation.

Les chiffres clés 2025 :

291 agents ont répondu à l'enquête, majoritairement des femmes qui accompagnent des personnes âgées (75%) ou des enfants en situation de handicap (18%)

La fréquentation du site gironde.fr/aidants a été multipliée par plus de 350 en un mois, passant de 24 à 8 606 vues de page.



Partager le savoir grâce aux ressources documentaires

L'accès aux ressources documentaires et au partage des savoirs pour l'ensemble des agents est un facteur-clé dans la réalisation de leurs missions et dans leur évolution de carrière.

Parmi les actions de sensibilisation et de formation menées en interne, les « Cafés Doc » suscitent beaucoup d'intérêt :

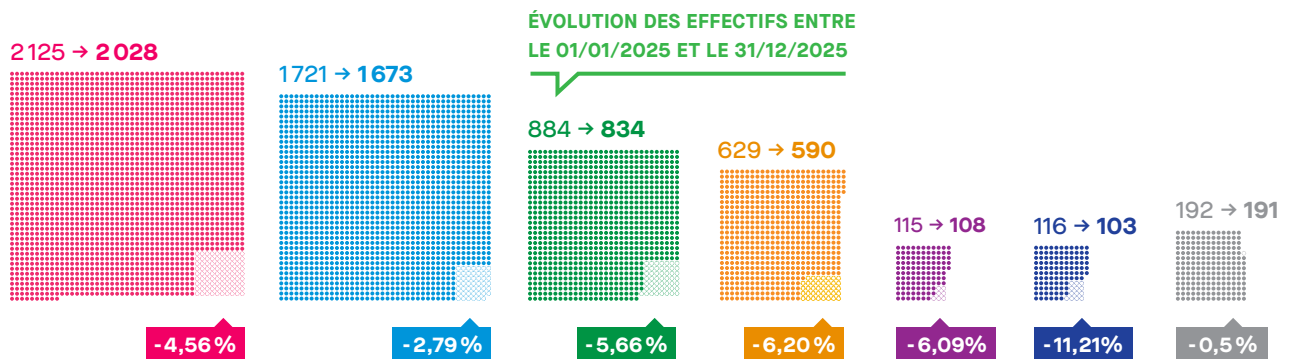
- Celui avec Nabil Wakim, auteur de « Chaleur humaine – 18 réponses à la menace climatique ». Journaliste au Monde, animateur de podcast, il a rassemblé dans cet ouvrage des chroniques réalisées avec des scientifiques, des experts...
+ de 100 agents participants en direct, et des visionnages différés.
- Celui avec Servane Mouton, neurologue et neurophysiologiste, co présidente de la commission sur l'impact de l'exposition des jeunes aux écrans : « Écrans, un désastre sanitaire. Il est encore temps d'agir ». Près de 200 agents participants en direct, et des visionnages différés.
- Celui consacré à la prépa concours et examens professionnels a rassemblé près de 170 agents en visio et en présentiel.



Des efforts partagés par l'ensemble de la collectivité

Répartition des départs par Direction Générale Adjointe

entre le 01/01/2025 et le 31/12/2025



LÉGENDE : ● = 1 POSTE ACTIF ○ = 1 POSTE NON-RENOUVELÉ



Direction Générale Adjointe chargée de la Solidarité

Maisons du Départements des Solidarités, Autonomie, Protection de l'enfance et promotion de la santé (PMI) etc.



Direction Générale Adjointe chargée de la Citoyenneté

Collèges, Culture, Sport et vie associative, etc.



Direction Générale Adjointe chargée de la Transition Écologique et de l'Aménagement
Infrastructures, Transports Maritimes, Environnement, etc.



Direction Générale Adjointe chargée des Ressources

Ressources Humaines, Finances, Systèmes d'Information et du Numérique, Patrimoine, etc.



Direction Générale Adjointe chargée du Secrétariat Général

Direction des Assemblées, des Achats et de la Sécurité Juridique, Direction des Relations aux Usagers



Direction Générale des Services Départementaux

Communication, Inspection générale des services, Cellule d'aide à la décision, Agenda 21, Mission Diversité, Égalité, Laïcité



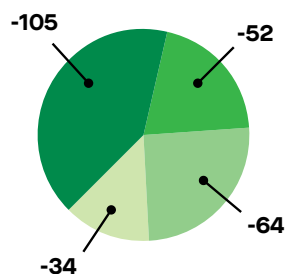
Autres

Agents en reconversion (emplois tremplins), agents hors DGA (restaurant inter-administratif, etc.), emplois politiques (Cabinet du Président + groupes), FSL (Fonds Solidarité Logement)



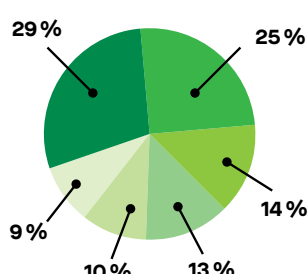
AU TOTAL, LE NOMBRE RÉEL D'AGENTS PAYÉS ENTRE LE 01/01/2025 ET LE 31/12/2025 BAISSÉ DE 255.

Répartition des départs par catégorie :



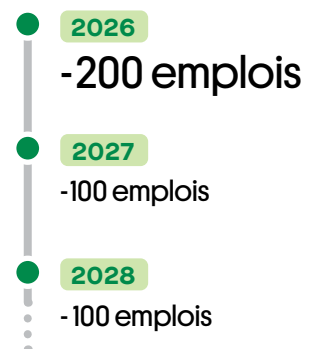
- Catégorie A
- Catégorie B
- Catégorie C
- Autres (apprentis, stagiaires gratifiés, services civiques, etc.)


Répartition des départs par motif :



- Retraite
- Fin de Contrat à durée déterminée
- Fin de contrat d'alternance, stage gratifié ou service civique...
- Fin de détachement, disponibilité, congés sans solde...
- Rupture conventionnelle, démission...
- Mutation

Poursuite des efforts au titre du Plan de Retour à l'Équilibre :





« Une transition juste est une transition démocratique, respectueuse de la dignité des vivants et du vivant. »

SUR LE TOIT DU COLLÈGE DU HAILLAN.



Transition écologique

Depuis 2020, les élus du Département de la Gironde ont doté la collectivité d'une Stratégie départementale de contribution à la neutralité carbone. Le plan de transition bas carbone voté en 2025 fixe des horizons plus ambitieux, articulés entre autres autour d'un outil de diagnostic et de suivi (BEGES), de la création d'un observatoire dédié, et d'un plan de transition 2025/2027 structuré en 6 orientations majeures.

Le plan de transition intègre des actions sur la performance énergétique du bâti et promeut la décarbonation de la production de chaleur. Il prévoit également l'implication des agents et des partenaires de la collectivité, pour inciter chacun à adopter de nouvelles pratiques. Le réemploi, l'écopastoralisme, le partage des biens fondé sur l'usage, la sobriété énergétique... sont autant de petits pas bénéfiques à toute la collectivité, et adaptés à chaque territoire.

Car les mesures de transformation doivent avant tout tenir compte des vulnérabilités propres aux différentes composantes de notre Gironde et de nos économies locales, en veillant à ce que chacun puisse prendre part à son élaboration.



Le plan de transition bas carbone



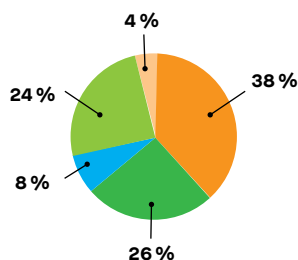
État d'avancement



2 = EN COURS



RÉPARTITION DES ÉMISSIONS BEGES 2023 ENTRE LES DIFFÉRENTES ORIENTATIONS 2025-2027



- Mobilité
- Immobilisations
- Hors Plan d'actions
- Achats et services
- Énergie

- 60%
DES ÉMISSIONS À HORIZON 2040 VISÉES PAR LA TRAJECTOIRE NATIONALE BAS CARBONE



Détails du projet

Le Département a voté le 30 juin 2025 la stratégie départementale bas carbone et le plan de transition. Cette stratégie se compose :

- d'un outil de diagnostic et de suivi : le Bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES), qui comptabilise depuis 2021 les émissions carbone liées aux services publics départementaux,
- d'un outil de mesure des émissions évitées ou séquestrées : l'observatoire contribution carbone, en cours de développement,
- d'un objectif à long terme : la trajectoire bas carbone,
- d'un plan de transition 2025-2027, qui comporte 20 actions réparties en 6 orientations :
 - Piloter le BEGES
 - Réduire l'impact carbone des achats et services publics
 - Promouvoir les mobilités bas carbone
 - Intensifier la sobriété, l'efficacité et le recours aux énergies renouvelables
 - Réduire l'impact carbone des immobilisations
 - Contribuer à la neutralité carbone planétaire

À l'avenir, le projet va être de :

- Poursuivre la mise en œuvre du plan de transition et de la stratégie bas carbone
- Développer la culture professionnelle bas carbone des agents
- Consolider les outils de suivi de la contribution carbone et les partenariats avec les acteurs locaux



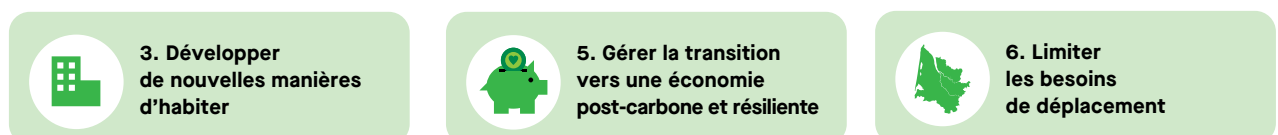
Indicateurs clés

- Diagnostic des émissions de **gaz à effet de serre** liées à l'activité de la collectivité : **121 500 tonnes équivalents CO² en 2023**. Baisse estimée à 5 % entre 2023 et 2024.
- **2 600 équipements** réparés
- **Plus de 60 participants au sein de l'institution** à l'élaboration et au suivi de la stratégie.

Contribution 2025 aux 17 Objectifs de Développement Durable



Contribution aux enjeux de résilience territoriale





3 projets de recherche et d'innovation



Écopastoralisme et maintien des landes humides

Mise en place en 2025, une expérimentation d'écopastoralisme sur le site de la Réserve biologique mixte d'Hostens et des lagunes du Gât-Mort cherche à maintenir les milieux naturels ouverts, à préserver la biodiversité des landes humides, et à renforcer la résilience des écosystèmes face aux effets du changement climatique. Ce dispositif repose sur l'introduction d'un troupeau de vaches marines, race locale rustique adaptée aux milieux humides. Le pâturage extensif des animaux constitue une alternative écologique de gestion des espaces naturels, par rapport à l'entretien mécanique. Le projet a été conçu à partir de diagnostics écologiques approfondis. En associant des acteurs institutionnels et scientifiques reconnus, il garantit un suivi environnemental rigoureux et une adaptation continue de la pression de pâturage.

Le projet a bénéficié du soutien financier d'un donateur, la Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique, ainsi que d'une contribution en nature d'un acteur économique local, la Scierie Labrousse, pour réaliser les clôtures en bois.

Les chiffres clés 2025 :

- Projet réalisé sur 60 hectares
- Mise en place d'un troupeau initial de 10 vaches marines, avec possibilité d'adaptation du cheptel
- 4 km de clôtures pour le pâturage



SEULS

3 laboratoires sont agréés

POUR CES ANALYSES EN FRANCE, DONT LE LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES DE LA GIRONDE

Gestion de la crise du nématode du pin

Catégorisé comme organisme de quarantaine prioritaire dans l'Union Européenne, le nématode du pin a été découvert pour la 1ère fois en France dans les Landes en 2025 par le Laboratoire Départemental d'Analyses de la Gironde (LDA33).

Les nématodes se déplacent grâce à un coléoptère vecteur. Le nématode se loge dans la trachée de ces insectes. Quand les coléoptères passent d'un arbre contaminé à un arbre sain, le nématode peut infester ce dernier.

Dans ce cas d'un résultat positif, l'échantillon est envoyé à l'ANSES, qui refait une analyse pour vérifier la présence du ver.

Pour 2026, les campagnes de prélèvements sur bois, et le piégeage renforcé pour les insectes vont représenter plusieurs dizaines de milliers d'analyses pour le LDA33. La surveillance accrue sur la zone infestée sera maintenue pendant 4 ans.

Chiffre clés 2025 :

- 280 échantillons reçus de la zone de surveillance en novembre 2025



**+ de 40%
d'économies**
GÉNÉRÉES PAR LE RÉEMPLOI

Réinventer les pratiques avec le réemploi

Le service logistique a mis en place un grand plan de réemploi : réparation des mobiliers, des valises de transport et du matériel de ménage, récupération de fournitures de bureau.

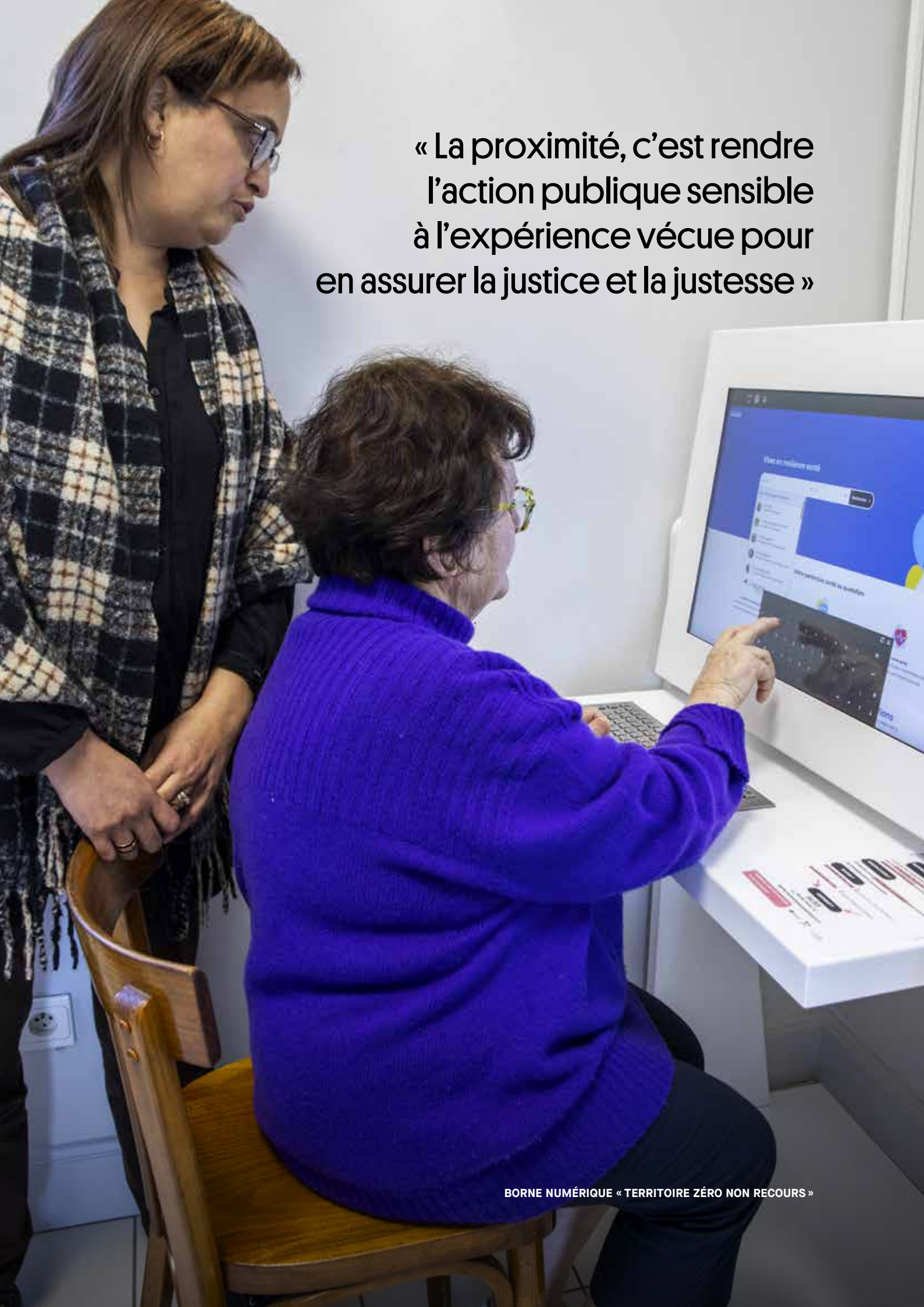
Le contexte budgétaire contraint a conduit le service à réinventer ses pratiques. Les agents ont été accompagnés dans ce changement par des formations et communications adaptées. Un temps surpris, ils sont dorénavant conquis par cette démarche qui sera pérennisée.

Un catalogue interne, le « 33 Tours », sera mis en avant en 2026 afin de proposer à l'ensemble des services des fournitures et matériels issus de cette économie circulaire.



↑ LDA33, LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES DE LA GIRONDE

**« La proximité, c'est rendre
l'action publique sensible
à l'expérience vécue pour
en assurer la justice et la justesse »**





Proximité usagers

Non, l'accès au numérique n'est pas un luxe, c'est même une garantie fondamentale pour faire valoir ses droits, participer à la vie démocratique, sociale et culturelle. Le Département a réalisé une Gironde 100% connectée. Qu'elle soit le premier département numérique de France grâce au plan Gironde Haut Méga et son réseau d'accès à la fibre optique, est donc une ambition forte et indispensable dans la vie quotidienne des Girondines et des Girondins.

Cette ambition va de pair avec une aide à l'équipement numérique et avec le développement de nouveaux services en ligne à destination des usagers ou des professionnels.

Mais la réduction de la fracture numérique ne serait pas efficace sans une présence renforcée sur le terrain, auprès des plus fragiles. La proximité avec les Girondines et les Girondins, c'est faciliter l'autonomie des personnes âgées ou en situation de handicap et leurs aidants, c'est accompagner l'économie sociale et solidaire, c'est implanter des lieux d'accueil au plus près des populations, et enfin, c'est favoriser la mise en place d'actions issues des besoins des territoires.



Gironde Haut Méga



État d'avancement



4 = ABOUTI
(CONSTRUCTION DU RÉSEAU
100 % ATTEINT EN MAI 2025)



2 = EN COURS
(EXPLOITATION : DÉLÉGATION
DE SERVICE PUBLIC SUR
25 ANS 2018 – 2043)

EN GIRONDE,

75 %

DE LA CROISSANCE
DÉMOGRAPHIQUE SE FAIT
HORS MÉTROPOLE.



Détails du projet

La loi ne considérant pas internet comme un service public obligatoire, la couverture numérique et la qualité du service dépendent des opérateurs privés. Ces derniers délaissent les zones non rentables (hors Bordeaux Métropole et Libourne) créant une situation de **fracture numérique** importante. Parallèlement les besoins en internet augmentent de 30 % par an et la Gironde accueille chaque année 20 000 nouveaux habitants.

Le Département de la Gironde, les Communautés de communes et d'agglomération, la Région Nouvelle-Aquitaine et l'État refusent une Gironde à deux vitesses et se sont engagés en faveur de l'équité territoriale en portant un ambitieux projet d'aménagement numérique de la Gironde, avec le déploiement d'un réseau public de fibre optique jusqu'à l'abonné (FttH).

Amorcé en 2016, le **plan Gironde Haut Méga** permet aujourd'hui le raccordement au très haut débit public de l'ensemble des locaux girondins.

Le Département et les acteurs girondins restent mobilisés autour d'un objectif : une **Gironde 100 % connectée, premier département numérique de France**, tant dans son volet déploiement du réseau que dans celui des usages et de la médiation numériques.

En 2026, l'exploitation et la commercialisation du réseau vont se poursuivre, ainsi que l'accompagnement sur le passage de l'ADSL à la fibre optique suite à l'arrêt du réseau cuivre.



Indicateurs clés

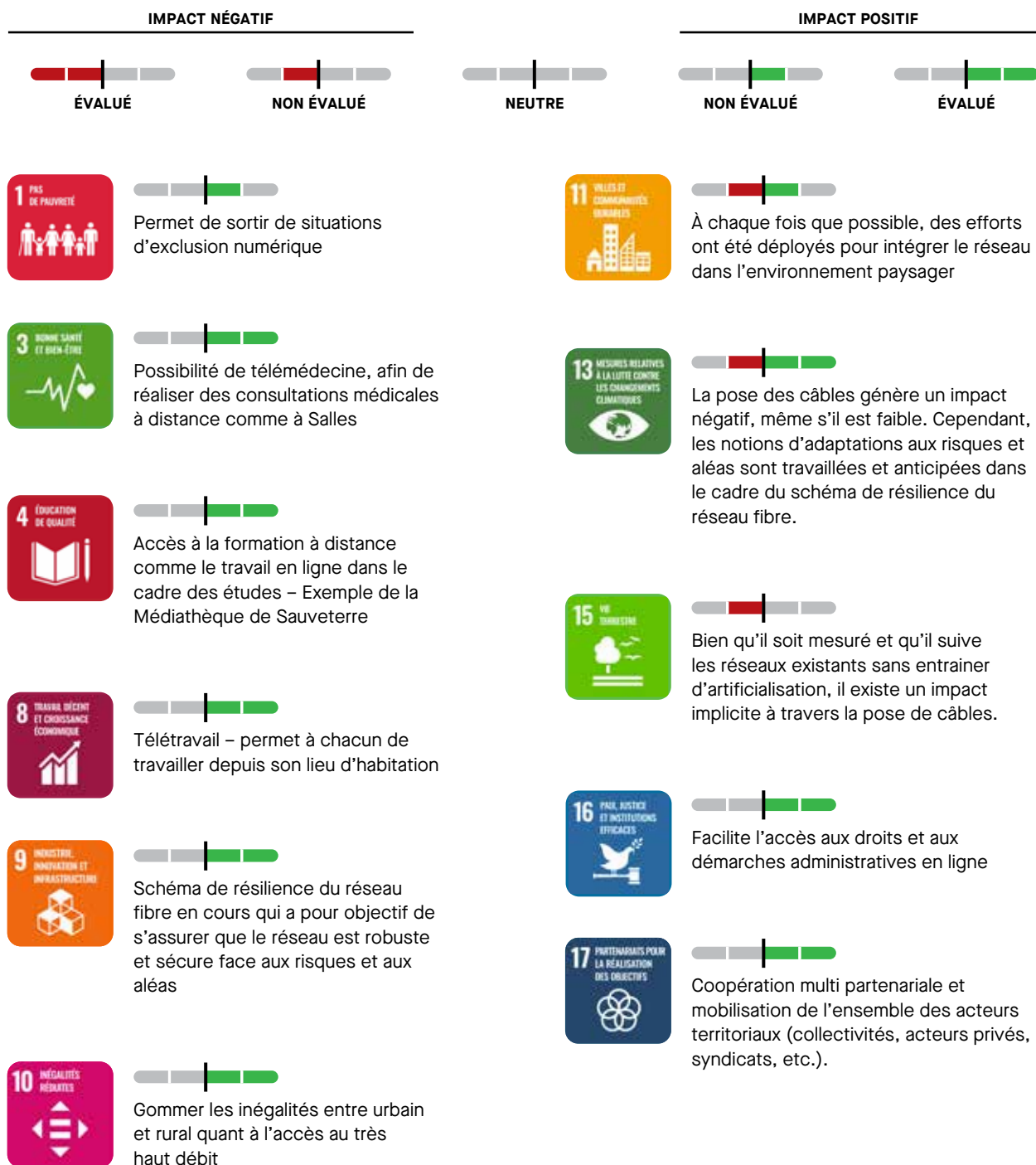
- **520 000 prises** construites
- **21 000 chantiers** réalisés tout au long du projet
- **740 M€**, dont 47 millions par le Département et les Communautés de communes et d'agglomération
- **178 500 heures d'insertion**
- **600 emplois créés** (monteurs-raccordeurs, techniciens, ...)
- **+ de 300 000 abonnements** à la fibre optique souscrits en mai 2025



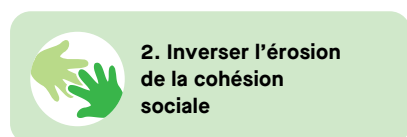
Contributeurs

- Syndicat mixte Gironde Numérique (Département de la Gironde, Communautés de communes et d'agglomération)
- Gironde Très Haut Débit (Orange Concessions)
- Cofinanceurs : Etat (Plan France THD), Région Nouvelle Aquitaine

Contribution 2025 aux 17 Objectifs de Développement Durable



Contribution aux enjeux de résilience territoriale





7 projets facilitant le lien entre territoires et usagers



2400 m²
DE BÂTIMENT BIOSOURCÉS

Une nouvelle Maison du Département Solidarité du Sud Gironde

Depuis le 15 juillet 2025, le Département a ouvert un nouveau lieu d'accueil du public à Langon, qui rassemble désormais sur un même site la Maison du Département Solidarité Sud Gironde, la Maison du Département Citoyenneté Sud Gironde et un relais biblio.gironde.

La réception des usagers, en particulier des enfants, a fait l'objet d'une attention particulière, grâce à une démarche de design de service autour de l'accueil. Cet emménagement est positivement vécu par la centaine de professionnels, qui bénéficient de meilleures conditions de travail.

Les habitants expriment aussi leur satisfaction à être accueillis dans des locaux plus adaptés, aux matériaux naturels. La fréquentation est en hausse. Situé à proximité du centre-ville et écoles, le bâtiment est beaucoup mieux repéré par la population.

Les chiffres clés 2025 :

- 177 radiateurs réemployés
- 4 221 h d'insertion réalisées sur ce chantier (contre 2625 h prévues)



19 partenaires
IMPLIQUÉS

50 actions
DÉPLOYÉES EN TERRITOIRE

Libournais : 2^e génération de convention territoriale d'exercice concerté

Le Libournais disposait d'une convention territoriale d'exercice concerté (CTEC) de première génération qui était axée uniquement sur l'accueil inconditionnel des usagers. Cette première génération a permis une interconnaissance entre les différents services : Département, CCAS, CIAS, France Service, Mairies.

La maturité de ces partenariats a conduit au déploiement d'une nouvelle génération de CTEC qui élargit son périmètre, à travers une charte d'intervention et un plan d'action sur l'Autonomie et l'Accès aux droits/accueil. Egalement, à des conventions par territoire d'EPCI ouvertes désormais aux mairies de plus de 1500 habitants, pour développer une gouvernance locale.



20 h
ENVIRONNEMENT DE CONSOMMATION (CONTRE 8 H 45 EN 2024), PRINCIPALEMENT TÉLÉPHONIQUES.

Déploiement d'Elioz

Elioz est un dispositif qui rend nos accueils téléphoniques et physiques accessibles aux personnes sourdes et malentendantes. Lancé en 2024, il a été déployé à l'ensemble des sites d'accueil du Département en 2025, notamment dans les Maisons du Département Solidarité et les Pôles Territoriaux de Solidarité, auprès des professionnels concernés. Des campagnes de communication grand public ont été développées pour le faire connaître.



31 906

**BÉNÉFICIAIRES DE L'ALLOCATION
PERSONNALISÉE D'AUTONOMIE (APA)**

BUDGET DE

154,4 M€



46 idées

**DÉPOSÉES ET EN COURS
D'ACCOMPAGNEMENT**

5000 €

DE SUBVENTION

Délai amélioré de réponse de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH)

L'amélioration du délai moyen de traitement des dossiers est un axe prioritaire qui a abouti fin 2025 à un délai de 2 mois, contre 4,4 fin 2024, en-deçà du délai national de référence. Le plan d'action de réduction des délais de traitement de la MDPH de la Gironde a été cofinancé par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie à hauteur de 800 000 €.

Les chiffres clés 2025 :

- 13 529 personnes en situation de handicap bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap
- Budget de 149,8 M€

Ouverture de la boutique en ligne des Bacs de Gironde

Le lancement de la boutique en ligne des bacs de Gironde début 2025 représente un vrai gain de temps pour les usagers : ils peuvent désormais acheter en avance leur titre de passage, ou recharger leurs cartes de passages multiples, sans argent à donner en caisse.

Pour ce projet, le Département a obtenu un financement du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER). Coût total : 933 650 €, dont 596 100 € financés par le FEDER soit 63,85 %.

Création d'un accueil Autonomie sur la CDC de Montesquieu

Un accueil Autonomie à destination des personnes âgées, en situation de handicap et de leurs aidants, existe à Talence depuis 2017. Afin de favoriser leur accès aux droits, le Pôle territorial de solidarité des Graves a développé ce service de proximité sous forme de permanences dans les mairies de Saucats et La Brède, ainsi que dans les Maisons départementales des solidarités de Pessac, Bègles, de Villenave-d'Ornon, Gradignan. Ce déploiement réduit les freins liés à la mobilité, l'isolement numérique et la complexité des démarches. Il s'inscrit dans la première mission du Service Public Départemental de l'Autonomie (SPDA).

Accès à l'équipement numérique pour tous

Le Soutien à l'Expérimentation et à l'Innovation Sociale a été testé en 2025. Il agit sur la coopération entre les acteurs locaux et le Département. Illustration avec Emmaüs Connect : constatant une sous-dotation en équipement numérique des foyers vulnérables, Emmaüs Connect a proposé de développer des Relais Numériques en s'appuyant sur des structures locales déjà implantées. Le Pôle Territorial de Solidarité de Haute Gironde et la Mission Locale ont contribué au projet en phase de devenir le 17^e Relais Numérique en milieu rural de l'association. Autre exemple dans le Médoc, où le Pôle Territorial de Solidarité a organisé deux forums sur l'usage du numérique pour l'accès aux droits, et la démonstration de la carte interactive afin que les partenaires puissent actualiser leur offre et que les citoyens connaissent les structures concernées.

Les chiffres clés 2025 :

- 76 familles équipées et 123 équipements, vendus à prix solidaires

Département de la Gironde

1, esplanade Charles-de-Gaulle

CS 71223

33074 BORDEAUX CEDEX

☎ 05 56 99 33 33

💻 [gironde.fr/contact](https://www.gironde.fr/contact)

💻 [gironde.fr](https://www.gironde.fr)

**Suivez-nous sur
les réseaux sociaux :**

